

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

REQUÊTE

INTRODUCTIVE D'INSTANCE

enregistrée au Greffe de la Cour
le 17 octobre 2000

MANDAT D'ARRÊT DU 11 AVRIL 2000

(RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
c. BELGIQUE)

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

APPLICATION

INSTITUTING PROCEEDINGS

filed in the Registry of the Court
on 17 October 2000

ARREST WARRANT OF 11 APRIL 2000

(DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO
v. BELGIUM)

I. REQUÊTE INTRODUCTIVE D'INSTANCE

POUR : LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO,

qui désigne comme agent pour la présente procédure S. Exc. M. Masangu Jacques, son ambassadeur auprès de S. M. la reine des Pays-Bas,

assisté par M^e Jacques Vergès, avocat à la cour d'appel de Paris, 20, rue de Vintimille, 75009 Paris.

CONTRE : LE ROYAUME DE BELGIQUE.

I. MOYENS DE DROIT

1) Violation du principe selon lequel un Etat ne peut pas exercer sur le territoire d'un autre Etat et du principe de l'égalité souveraine entre tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies, proclamé par l'article 2, paragraphe 1, de la Charte des Nations Unies.

2) Violation de l'immunité diplomatique du ministre des affaires étrangères d'un Etat souverain, reconnu par la jurisprudence de la Cour découlant de l'article 41, paragraphe 2, de la convention de Vienne du 18 avril 1961 sur les relations diplomatiques.

II. NATURE DE LA DEMANDE

Il est demandé à la Cour de dire que le Royaume de Belgique devra annuler le mandat d'arrêt international qu'un juge d'instruction belge, M. Vandermeersch, du tribunal de première instance de Bruxelles, a décerné le 11 avril 2000 contre le ministre des affaires étrangères en exercice de la République démocratique du Congo, M. Abdulaye Yerodia Ndobasi, en vue de son arrestation provisoire préalablement à une demande d'extradition vers la Belgique, pour de prétendus crimes constituant des « violations graves de droit international humanitaire », mandat d'arrêt que ce juge a diffusé à tous les Etats, y compris la République démocratique du Congo elle-même, qui l'a reçu le 12 juillet 2000.

III. EXPOSÉ DES FAITS

A. Le mandat d'arrêt en cause vise M. Abdulaye Yerodia Ndobasi, indique qu'il est de nationalité congolaise, *sans faire état d'ailleurs de sa qualité actuelle de ministre des affaires étrangères*, désigne comme autorité compétente le tribunal de première instance de Bruxelles et comme juge compétent le « juge d'instruction Vandermeersch à Bruxelles ».

Il qualifie pénalement les faits qu'il allègue de « crimes de droit international constituant des infractions graves portant atteinte par action ou omission, aux personnes et aux biens protégés par les conventions signées à Genève le 12 août 1949 et par les protocoles I et II additionnels à ces conventions, crimes contre l'humanité » et cite comme textes de loi prétendument applicables l'« article 1, paragraphe 3 », et l'« article 1, paragraphe 2 », de la « loi du

I. APPLICATION INSTITUTING PROCEEDINGS

[Translation]

FOR : THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO,

which appoints as Agent for purposes of these proceedings His Excellency Mr. Masangu Jacques, its Ambassador to Her Majesty the Queen of the Netherlands assisted by Maître Jacques Vergès, avocat à la cour d'appel de Paris, 20, rue de Vintimille, 75009 Paris.

AGAINST : THE KINGDOM OF BELGIUM

I. LEGAL GROUNDS

(1) Violation of the principle that a State may not exercise [its authority] on the territory of another State and of the principle of sovereign equality among all Members of the United Nations, as laid down in Article 2, paragraph 1, of the Charter of the United Nations.

(2) Violation of the diplomatic immunity of the Minister for Foreign Affairs of a sovereign State, as recognized by the jurisprudence of the Court and following from Article 41, paragraph 2, of the Vienna Convention of 18 April 1961 on Diplomatic Relations.

II. NATURE OF THE CLAIM

The Court is requested to declare that the Kingdom of Belgium shall annul the international arrest warrant issued on 11 April 2000 by a Belgian investigating judge, Mr. Vandermeersch, of the Brussels tribunal de première instance against the Minister for Foreign Affairs in office of the Democratic Republic of the Congo, Mr. Abdulaye Yerodia Ndobasi, seeking his provisional detention pending a request for extradition to Belgium for alleged crimes constituting "serious violations of international humanitarian law", that warrant having been circulated by the judge to all States, including the Democratic Republic of the Congo, which received it on 12 July 2000.

III. STATEMENT OF THE FACTS

A. The arrest warrant in question is issued in respect of Mr. Abdulaye Yerodia Ndobasi, states that he is of Congolese nationality, *without, moreover, noting his current capacity as Minister for Foreign Affairs*, names the Brussels tribunal de première instance as the competent authority and "Investigating Judge Vandermeersch in Brussels" as the competent judge.

The arrest warrant characterizes the acts alleged therein as criminal law offences being "crimes under international law constituting grave breaches causing harm by action or omission to persons or property protected under the Conventions signed at Geneva on 12 August 1949 and Protocols I and II additional to said Conventions, [and] crimes against humanity", and cites as the statutes alleged to be applicable "Article 1, paragraph 3" and "Article 1, paragraph 2" of

16 juin 1993 modifiée par la loi du 10 février 1999 relative à la répression des violations graves de droit international humanitaire».

Il situe le «lieu de commission de l'infraction» en «République démocratique du Congo» et date cette infraction prétendue d'«août 1998».

Suit une description des faits que le juge belge impute à M. Yerodia Ndombasi. Ils se seraient déroulés alors que des troubles graves avaient été provoqués en République démocratique du Congo par une rébellion militaire accompagnée d'une invasion de troupes rwandaises, ougandaises et burundaises et que, parmi les rebelles et leurs alliés, figuraient des combattants appartenant à l'ethnie tutsi. Selon ce juge, la population congolaise aurait, par des «ratissages», fait la chasse non seulement aux rebelles ou aux combattants des forces d'invasion, mais encore aux civils tutsi, en aurait arrêté arbitrairement un grand nombre et en aurait massacré plusieurs centaines. M. Yerodia Ndombasi, qui était alors directeur du cabinet du président de la République, aurait provoqué à la continuation de ces massacres par deux déclarations télévisées faites alors qu'ils avaient commencé. Le mandat prétend que ces déclarations présentaient tous les rebelles infiltrés comme des Tutsi et incitaient à la «haine raciale», ce qui repose, il importe de le relever au passage, sur une interprétation, à l'appui de laquelle aucun argument n'est avancé, des propos cités entre guillemets comme ayant été tenus par M. Yerodia Ndombasi. Celui-ci aurait appelé «ses frères» à «se lever comme un seul homme pour jeter hors du pays l'ennemi commun» en utilisant toutes les armes possibles, puis dit des ennemis: «Ce sont des déchets, et c'est même des microbes qu'il faut qu'on éradique avec méthode. Nous sommes décidés à utiliser la médication la plus efficace.»

Ainsi, aux termes même de ce mandat d'arrêt, le juge d'instruction s'affirme compétent pour connaître de faits prétendument commis sur le territoire de la République démocratique du Congo par un ressortissant de cet Etat, sans qu'il soit allégué que les victimes aient eu la nationalité belge, ni que ces faits aient constitué des atteintes à la sûreté ou au crédit du Royaume de Belgique.

B. Il convient alors de se reporter aux dispositions de la *loi belge* du 16 juin 1993 relative à la répression des violations graves de droit humanitaire qui sont pertinentes pour la résolution de la question ici examinée.

1. Quant aux incriminations, la première qu'invoque le juge d'instruction, sous le couvert du *paragraphe 3* de l'*article premier* et qui répond à la notion de crime de guerre, contient notamment les définitions suivantes:

«Constituent des crimes de droit international et sont réprimées conformément aux dispositions de la présente loi, les infractions graves ci-après, portant atteinte, par action ou par omission, aux personnes et aux biens protégés par les conventions signées à Genève le 12 août 1949 et approuvées par la loi du 3 septembre 1952 et par les protocoles I et II additionnels à ces conventions, adoptés à Genève le 8 juin 1977 et approuvés par la loi du 16 avril 1986...:

1) l'homicide intentionnel;

.....

3) le fait de causer intentionnellement de grandes souffrances ou de porter des atteintes graves à l'intégrité physique, à la santé...»

La seconde des incriminations visées par le mandat d'arrêt, celle de crime contre l'humanité, que définit le *paragraphe 2* du même *article premier*, dont la rédaction est due à la *loi du 10 février 1999*, comprend les passages suivants:

the “Law of 16 June 1993, as amended by the Law of 10 February 1999 concerning the punishment of serious violations of international humanitarian law”.

It describes the “place of commission of the offence” as “the Democratic Republic of the Congo” and the date of that alleged offence as “August 1998”.

There follows a description of acts which the Belgian judge imputes to Mr. Yerodia Ndombasi. These are said to have occurred at a time when the Democratic Republic of the Congo was experiencing serious unrest caused by a military rebellion accompanied by an invasion by Rwandan, Ugandan and Burundian troops, with combatants from the Tutsi ethnic group included among the rebels and their allies. According to the judge, the Congolese population conducted “dragnet operations” to hunt down not only the rebels and invading forces but also Tutsi civilians, arbitrarily arrested a great many of them and massacred several hundred. Mr. Yerodia Ndombasi, who at the time was Principal Private Secretary [directeur du cabinet] to the President of the Republic, is alleged to have provoked the continuation of those massacres by two televised statements made after they had begun. The warrant asserts that these statements described all of the rebels who had infiltrated as Tutsis and incited “racial hatred” — an assertion, it should be noted incidentally, based on an interpretation, for which no supporting argument is put forward, of quoted remarks attributed to Mr. Yerodia Ndombasi. He is alleged to have called on “his brothers” to “rise up as one to throw the common enemy out of the country” using all possible weapons, and then to have said of the enemies: “they are scum, germs that must be methodically eradicated. We are determined to utilize the most effective remedy.”

Thus, under the very terms of the arrest warrant, the investigating judge claims jurisdiction in respect of offences purportedly committed on the territory of the Democratic Republic of the Congo by a national of that State, without any allegation that the victims were of Belgian nationality or that these acts constituted violations of the security or dignity of the Kingdom of Belgium.

B. It is therefore necessary to examine the provisions of the *Belgian Law of 16 June 1993 concerning the punishment of serious violations of humanitarian law*, which are relevant to the resolution of the question under consideration here.

1. As to the specific offences alleged, the first one cited by the investigating judge, on the basis of *Article 1, paragraph 3*, and corresponding to the notion of a war crime, contains *inter alia* the following definitions:

“The grave breaches set out below, causing harm, by action or omission, to persons or property protected under the Conventions signed at Geneva on 12 August 1949 and approved by the Law of 3 September 1952 and by Protocols I and II additional to said Conventions, adopted at Geneva on 8 June 1977 and approved by the Law of 16 April 1986, shall constitute crimes under international law and shall be punished in accordance with the provisions of the present Law . . . :

(1) wilful killing ;

(3) wilfully causing great suffering or serious injury to body, health . . .”

The second offence covered by the arrest warrant, that of crimes against humanity, is defined in *paragraph 2* of the same *Article 1*, whose terms derive from the *Law of 10 February 1999* and include the following:

« Constitue un crime de droit international et est réprimé conformément aux dispositions de la présente loi, le crime contre l'humanité, tel que défini ci-après, qu'il soit commis en temps de paix ou en temps de guerre. Conformément au statut de la Cour pénale internationale, le crime contre l'humanité s'entend de l'un des actes ci-après commis dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée contre une population civile et en connaissance de cette attaque :

- 1) meurtres ;
- 2) extermination ;
-
- 4) déportation ou transfert forcé de population ;
- 5) emprisonnement ou autre forme de privation grave de liberté physique en violation des dispositions fondamentales du droit international ;
-
- 8) persécution de tout groupe ou de toute collectivité identifiable pour des motifs d'ordre politique, racial, national, ethnique, culturel, religieux ou sexiste, ou en fonction d'autres critères universellement reconnus comme inadmissibles en droit international, en corrélation avec tout acte visé dans le présent article. »

2. Le *paragraphe 3* de l'*article 5* de la loi, issu lui aussi de la *loi du 10 février 1999*, dispose : « L'immunité attachée à la qualité officielle d'une personne n'empêche pas l'application de la présente loi. »

3. Ces dispositions de droit matériel s'accompagnent d'une disposition sur la compétence internationale belge. L'*article 7* de la loi dispose :

« Les juridictions belges sont compétentes pour connaître des infractions prévues à la présente loi, indépendamment du lieu où celles-ci auront été commises.

Pour les infractions commises à l'étranger par un Belge contre un étranger, la plainte de l'étranger ou de sa famille ou l'avis officiel de l'autorité du pays où l'infraction a été commise n'est pas requis. »

Cet article établit donc la compétence universelle de la loi et des juridictions belges à l'égard des « violations graves de droit international humanitaire », sans même subordonner cette compétence à la présence de la personne poursuivie sur le territoire belge.

C'est manifestement cette compétence illimitée que s'attribue lui-même l'Etat belge qui explique l'émission du mandat d'arrêt visant M. Yerodia Ndombasi, contre lequel aucun chef de compétence territoriale ou personnelle, ni de compétence fondée sur la protection de la sûreté ou du crédit du Royaume de Belgique n'aurait, à l'évidence, pu être invoqué.

IV. EXPOSÉ DES MOYENS SUR LESQUELS REPOSE LA DEMANDE

A. En ce qui concerne la violation du principe selon lequel un Etat ne peut exercer son pouvoir sur le territoire d'un autre Etat et du principe de l'égalité souveraine entre tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies, proclamé par l'article 2, paragraphe 1, de la Charte des Nations Unies

1. La *compétence universelle* que l'Etat belge s'attribue par l'article 7 de la loi en cause est contraire à la jurisprudence internationale qu'a fixée l'arrêt rendu par la Cour permanente de Justice internationale (CPJI), dans l'affaire du *Lotus*

“A crime against humanity, as defined below, whether committed in time of peace or in time of war, shall constitute a crime under international law and shall be punished in accordance with the provisions of the present Law. In accordance with the Statute of the International Criminal Court, ‘crime against humanity’ means any of the following acts when committed as part of a widespread or systematic attack directed against any civilian population, with knowledge of the attack:

- (1) murder;
- (2) extermination;
-
- (4) deportation or forcible transfer of population;
- (5) imprisonment or other severe deprivation of physical liberty in violation of fundamental rules of international law;
-
- (8) persecution against any identifiable group or collectivity on political, racial, national, ethnic, cultural, religious, gender or other grounds that are universally recognized as impermissible under international law, in connection with any act referred to in this article.”

2. *Paragraph 3 of Article 5 of the Law, also resulting from the Law of 10 February 1999, provides: “Immunity attaching to the official capacity of a person shall not prevent the application of the present Law.”*

3. These provisions of substantive law are accompanied by a provision concerning Belgian international jurisdiction. *Article 7 of the Law states:*

“The Belgian courts shall have jurisdiction in respect of the offences provided for in the present Law, wheresoever they may have been committed.

For offences committed abroad by a Belgian against a foreigner, neither a complaint by the foreigner or his family nor an official notice from the authority in the country in which the offence has been committed shall be required.”

This Article thus establishes the universal applicability of the Law and the universal jurisdiction of the Belgian courts in respect of “serious violations of international humanitarian law”, without even making such applicability and jurisdiction conditional on the presence of the accused on Belgian territory.

It is clearly this unlimited jurisdiction which the Belgian State confers upon itself which explains the issue of the arrest warrant against Mr. Yerodia Ndombasi, against whom it is patently evident that no basis of territorial or in personam jurisdiction, nor any jurisdiction based on the protection of the security or dignity of the Kingdom of Belgium, could have been invoked.

IV. STATEMENT OF THE GROUNDS ON WHICH THE CLAIM IS BASED

A. *Concerning the Violation of the Principle that a State May Not Exercise Its Authority on the Territory of Another State and of the Principle of Sovereign Equality among all Members of the United Nations, as Laid Down in Article 2, Paragraph 1, of the Charter of the United Nations*

1. The *universal jurisdiction* that the Belgian State attributes to itself under Article 7 of the Law in question contravenes the international jurisprudence established by the Judgment of the Permanent Court of International Justice (PCIJ) in

(7 septembre 1927, documents de la Cour, série A, Recueil des arrêts et ordonnances, 1927).

En effet, la Cour a alors reconnu que la territorialité est un principe du droit international (tout en jugeant que ce principe n'est pas absolu, en ce sens qu'il ne peut empêcher un Etat de connaître pénalement de faits qui ont été accomplis en dehors de son territoire s'ils ont produit des conséquences sur celui-ci, comme, dans l'espèce considérée, à bord d'un navire battant pavillon turc). Ce principe signifie, selon l'arrêt, qu'*un Etat ne peut exercer son pouvoir sur le territoire d'un autre Etat*.

Cette formule jurisprudentielle est corroborée aujourd'hui par l'article 2, paragraphe 1, de la *Charte des Nations Unies*, aux termes duquel : « L'Organisation est fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous ses membres ».

Les seuls cas dans lesquels le droit international commun admet exceptionnellement qu'un Etat puisse connaître pénalement de faits commis sur le territoire d'un autre Etat par un étranger sont, en premier lieu, celui d'atteinte à la sûreté ou au crédit de cet Etat-là, en second lieu, celui d'infractions graves commises au préjudice de ses ressortissants.

2. Il est vrai que plusieurs conventions multilatérales pour la répression d'infractions spécialement définies (torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants; terrorisme; infractions aux règles relatives à la protection physique des matières nucléaires; actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime; capture illicite d'aéronefs; actes illicites de violence dans les aéroports) prévoient la compétence universelle des Etats parties.

Mais, précision capitale, elles la subordonnent à la condition que le coupable se trouve sur le territoire de l'Etat qui exerce les poursuites. C'est conformément à ces conventions que l'article 689-1 du code de procédure pénale français dispose :

« en application des conventions internationales visées aux articles suivants [à savoir les articles 689-2 à 689-7, dont chacun vise l'une des conventions qui viennent d'être énumérées], peut être poursuivie et jugée par les juridictions françaises, *si elle se trouve en France*, toute personne qui s'est rendue coupable de l'une des infractions énumérées par ces articles... »

Il s'agit donc ici de chefs de compétence exceptionnels, qui ne tirent leur conformité au droit international que des traités qui les prévoient. Ils ne relèvent pas du droit international commun.

3. Rien, en l'état de ce droit, n'autorise à considérer qu'une nouvelle exception doive être admise, d'une manière générale, quant aux crimes de guerre ou aux crimes contre l'humanité.

Sans doute certains Etats ont-ils, à l'occasion de l'adoption de lois destinées à adapter leur législation aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies 827 du 25 mai 1993 et 955 du 8 novembre 1994 instituant des tribunaux internationaux en vue de juger, respectivement, les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 et les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis en 1994 sur le territoire du Rwanda et, s'agissant des citoyens rwandais, sur le territoire d'Etats voisins, étendu leur compétence aux crimes ainsi définis au-delà des cas où soit les personnes présumées responsables, soit les victimes auraient été leurs ressortissantes.

Mais, de telles dispositions ne présentent aucune analogie pertinente avec l'article 7 précité de la loi belge.

En effet, les résolutions susvisées du Conseil de sécurité constituent des inter-

the “*Lotus*” case (7 September 1927, *Judgment No. 9, 1927, P.C.I.J., Series A, No. 10*).

The Court recognized at that time that territoriality is a principle of international law (while ruling that this principle is not absolute, in that it cannot prevent a State from prosecuting acts done outside its territory if they had consequences on that territory, such as, in that case, on board a ship flying the Turkish flag). According to the judgment, this principle means that *a State may not exercise its authority on the territory of another State*.

This rule of jurisprudence is now corroborated by *Article 2, paragraph 1, of the Charter of the United Nations*, which states: “The Organization is based on the principle of the *sovereign equality* of all its Members.”

The only instances in which general international law allows, exceptionally, that a State may prosecute acts committed on the territory of another State by a foreigner are, first, cases involving violation of the security or dignity of the first State and, second, cases involving serious offences committed against its nationals.

2. It is true that a number of multilateral conventions for the suppression of specifically defined offences (torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment; terrorism; breaches of the rules on the physical protection of nuclear materials; unlawful acts against the safety of maritime navigation; unlawful seizure of aircraft; unlawful acts of violence at airports) provide for universal jurisdiction of the States parties to them.

But, and this is a crucial point, they make jurisdiction conditional on the perpetrator’s presence on the territory of the prosecuting State. Thus, in conformity with these conventions, *Article 689-1 of the French Code of Criminal Procedure* provides:

“pursuant to the international conventions referred to in the following articles (i.e., Articles 689-2 to 689-7, each of which refers to one of the conventions just mentioned), any person guilty of any of the offences listed in those articles . . . may be prosecuted and tried by French courts *if that person is present in France*”.

These, then, are exceptional heads of jurisdiction, which derive their compliance with international law solely from the treaties which provide for them. They are not part of general international law.

3. There is nothing in that law, as it currently stands, to admit of the notion that a further exception has to be generally recognized, in regard to war crimes or crimes against humanity.

Doubtless certain States, in adopting laws designed to bring their legislation into line with *United Nations Security Council resolutions 827 of 25 May 1993 and 955 of 8 November 1994*, establishing *international tribunals for the prosecution of*, respectively, *persons responsible for serious violations of international humanitarian law committed in the territory of the former Yugoslavia since 1991* and *persons responsible for acts of genocide or other serious violations of international humanitarian law committed in 1994 in the territory of Rwanda and Rwandan citizens responsible for such violations committed in the territory of neighbouring States*, extended their jurisdiction in respect of the crimes thus defined to cases other than those where either the persons responsible or the victims were their own nationals.

However, such provisions are in no way materially comparable with Article 7 of the Belgian Law cited above.

Thus the above-mentioned Security Council resolutions constitute interference

ventions dans les affaires d'Etats souverains que seule justifie la mission de maintien de la paix et de la sécurité internationales dont est investie l'Organisation des Nations Unies, à laquelle les exposés des motifs de ces résolutions se réfèrent d'ailleurs expressément et qu'aucun Etat ne peut naturellement usurper. Or, si le Conseil de sécurité déclare les juridictions nationales concurremment compétentes avec les tribunaux internationaux, sous réserve de la primauté de ceux-ci, pour juger les crimes qu'il définit, il ne pose aucun critère de cette compétence. Il n'édicte aucune dérogation aux règles de compétence pénale reconnues par le droit international.

L'exemple des *lois françaises* n^{os} 95-1 du 2 janvier 1995 et 96-432 du 22 mai 1996, qui portent adaptation de la législation française, respectivement, à la résolution 827 et à la résolution 955, le confirme. *La première* dispose, en son article 2, premier alinéa, que « les auteurs ou complices des infractions mentionnées à l'article premier [autrement dit de violations graves du droit humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis le 1^{er} janvier 1991] peuvent être poursuivis et jugés par les juridictions françaises, *s'ils sont trouvés en France...* » et, dans l'*alinéa 2*, n'admet une personne qui se prétend lésée par l'une de ces infractions à se constituer partie civile en portant plainte en France que si les juridictions françaises sont compétentes en application de l'*alinéa premier*. L'*article 2* de la *seconde loi* déclare notamment applicables aux personnes visées à son article premier (c'est-à-dire aux personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda, ainsi qu'aux citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'Etats voisins, entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994) les dispositions de l'article 2 de la première loi.

Une *circulaire* du ministre français de la justice, en date du 10 février 1995, commentant la loi du 2 janvier 1995, qui rappelle d'ailleurs que « la reconnaissance de cette compétence universelle n'était pas exigée par la résolution du Conseil de sécurité », explique ainsi la subordination de la compétence des juridictions françaises à la condition que la personne visée soit trouvée en France :

« conformément à la règle traditionnellement édictée en matière de compétence universelle et dans un souci d'efficacité, le Parlement n'a pas souhaité étendre la compétence des juridictions nationales aux infractions mentionnées à l'article premier dont les auteurs ne sont pas trouvés en France ».

La *circulaire* du 22 juillet 1996 commentant la loi du 22 mai 1996 renvoie à celle du 10 février 1995. Le passage de cette dernière qui vient d'être cité se réfère implicitement au rejet, pendant les débats parlementaires, d'un amendement qui tendait à supprimer la condition de présence en France pour l'admission de la compétence universelle des juridictions françaises. L'argument essentiel qui avait été opposé à cet amendement était l'incompatibilité avec le droit international d'une compétence universelle sans limite.

Ainsi, les résolutions susvisées du Conseil de sécurité ne sauraient être invoquées pour justifier au regard du droit international, quant aux faits limitativement définis par le temps et le lieu de leur commission, dont elles prévoient la répression, une loi par laquelle un Etat se prétendrait inconditionnellement compétent pour connaître de ceux-ci.

A plus forte raison ne sauraient-elles l'être pour justifier pareille prétention relativement à d'autres faits, quand bien même ils seraient de même nature que ceux qu'elles visent mais seraient commis en d'autres lieux et durant d'autres périodes.

Il va de soi que la convention de Rome du 17 juillet 1998 relative au statut de la Cour pénale internationale, qui ne vise que les faits commis sur le territoire des Etats parties ou par leurs ressortissants, ne peut non plus légitimer de telles

in the affairs of sovereign States whose sole justification is the mission of maintaining peace and international security vested in the United Nations, to which, moreover, the preamble to those resolutions expressly refers, and which, of course, no State may usurp. However, while the Security Council attributes to national courts jurisdiction concurrent with that of the international tribunals — subject to the primacy of the latter — to try the crimes which it defines, it lays down no criterion for such jurisdiction. It establishes no derogation from the rules of criminal jurisdiction recognized by international law.

The example of the *French Laws Nos. 95-1 of 2 January 1995* and *96-432 of 22 May 1996*, which, respectively, bring French law into line with resolutions 827 and 955, confirms this. The *first* of these provides, in the *opening paragraph of Article 2*, that “principals or accessories in respect of the offences referred to in Article 1 (that is, serious violations of humanitarian law committed in the territory of the former Yugoslavia since 1 January 1991) may be prosecuted and tried by French courts, *if they are found in France . . .*” and, in the *second paragraph*, bars those claiming to have been injured as a result of any such offence from bringing a civil action by filing suit in France unless the French courts are competent under the first paragraph. *Article 2 of the second Law inter alia* declares applicable to persons referred to in its Article 1 (that is to say, persons responsible for acts of genocide or other serious violations of international humanitarian law committed in the territory of Rwanda, and Rwandan citizens responsible for such violations committed in the territory of neighbouring States, between 1 January and 31 December 1994) the provisions of Article 2 of the first Law.

A *circular* from the French Minister of Justice, dated *10 February 1995*, which *contains a commentary on the Law of 2 January 1995* and, moreover, points out that “recognition of such universal jurisdiction was not required by the Security Council resolution”, explains as follows the subjection of the jurisdiction of the French courts to the condition that the person in question be found in France:

“in accordance with the rule traditionally governing universal jurisdiction, and out of a concern for efficacy, Parliament did not wish to extend the jurisdiction of the domestic courts to offences referred to in Article 1 the authors of which are not present in France”.

The *circular of 22 July 1996 commenting on the Law of 22 May 1996* refers back to that of 10 February 1995. The passage from this latter circular just cited makes implicit reference to the rejection, in the course of the parliamentary debate, of an amendment seeking to delete the condition of presence in France for the acceptance of universal jurisdiction of the French courts. The essential argument invoked against that amendment was the incompatibility with international law of unlimited universal jurisdiction.

Thus the above-mentioned Security Council resolutions cannot be invoked to justify under international law, in regard to offences punishable under those resolutions but limitatively defined by reference to their time and place of commission, a law whereby a State claims unconditional jurisdiction to try such offences.

A fortiori, those resolutions cannot be invoked to justify such a claim in relation to other offences, notwithstanding that they may be of the same character as those to which the resolutions relate but were committed in other places and at other times.

By the same token, it is self-evident that the Rome Convention of 17 July 1998 relating to the Statute of the International Criminal Court — which covers only offences committed on the territory of States party thereto or by their nationals —

lois à l'égard de faits prétendument commis en République démocratique du Congo par des ressortissants de cet Etat, lequel ne l'a pas signée.

Au demeurant, rien dans ladite convention n'autorise les Etats signataires à se déclarer universellement compétents sans condition. Son *article 17*, qui mentionne « un Etat ayant compétence en l'espèce », implique par là même que tout Etat n'est pas nécessairement compétent.

Ainsi, l'article 7 précité de la loi belge du 16 juin 1993 et le mandat d'arrêt décerné par le juge d'instruction belge en application de cette loi contreviennent au droit international.

B. En ce qui concerne la violation de l'immunité diplomatique du ministre des affaires étrangères d'un Etat souverain, reconnu par la jurisprudence de la Cour et découlant de l'article 41, paragraphe 2, de la convention de Vienne du 18 avril 1961

L'exclusion, qui découle de l'article 5, paragraphe 2, de la loi belge, de l'immunité du ministre des affaires étrangères en exercice est contraire à la jurisprudence internationale (CPJI, 5 avril 1933, Statut juridique du Groënland oriental, documents, série A, 1933), le droit coutumier et la courtoisie internationale conférant au ministre des affaires étrangères, représentant de l'Etat au nom duquel il s'exprime, les privilèges et immunités diplomatiques.

Cette jurisprudence trouve appui, aujourd'hui, dans l'article 41, paragraphe 2, de la convention de Vienne du 18 avril 1961 qui porte codification des relations diplomatiques, lequel stipule :

« Toutes les affaires officielles traitées avec l'Etat accréditaire confiées à la mission par l'Etat accréditant, doivent être traitées avec le ministre des affaires étrangères de l'Etat accréditaire, ou par son intermédiaire, ou avec tel autre ministère dont il aura été convenu. »

En l'état de cette règle de droit international, dénier l'immunité diplomatique au ministre des affaires étrangères serait la négation même de cette immunité.

Or, ce qu'édicte le droit international, la loi d'un Etat ne peut évidemment l'écarter.

Les exceptions à l'immunité diplomatique ne peuvent trouver leur source que dans d'autres règles de droit international, comme par exemple les résolutions précitées du Conseil de sécurité. Or, comme il a été dit, les faits allégués dans le mandat d'arrêt litigieux auraient été commis hors du champ d'application de ces résolutions.

Par suite, la disposition précitée de l'article 5, paragraphe 2, de la loi belge du 16 juin 1993, contrevient manifestement au droit international en tant qu'elle prétend déroger à l'immunité diplomatique, tout comme le mandat d'arrêt décerné sur son fondement contre le ministre des affaires étrangères d'un Etat souverain.

V. RECEVABILITÉ DE LA PRÉSENTE REQUÊTE

Il importe de souligner, surabondamment, que les conditions prévues par le statut et le règlement de procédure de la Cour pour la recevabilité de la présente requête sont réunies.

La République démocratique du Congo et la Belgique sont parties de plein droit au Statut de la Cour en leur qualité d'Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies.

cannot be invoked so as to confer legitimacy upon such laws in respect of offences allegedly committed in the Democratic Republic of the Congo by nationals of that State, which is not a signatory to the Convention.

Moreover, nothing in that Convention authorizes signatory States to attribute to themselves unconditional universal jurisdiction. *Article 17* of the Convention, which refers to “a State which has jurisdiction [over the case]”, thereby in itself implies that every State does not necessarily have jurisdiction.

It follows that Article 7, as cited above, of the Belgian Law of 16 June 1993, and the arrest warrant issued by the Belgian investigating judge pursuant to that Law, are in breach of international law.

B. As Regards the Violation of the Diplomatic Immunity of the Minister for Foreign Affairs of a Sovereign State, as Recognized by the Jurisprudence of the Court and following from Article 41, Paragraph 2, of the Vienna Convention of 18 April 1961

The *non-recognition*, on the basis of *Article 5, paragraph 2*, of the Belgian Law, of the *immunity of a Minister for Foreign Affairs* in office is contrary to international case-law (*P.C.I.J., 5 April 1933, Legal Status of Eastern Greenland, Pleadings, Series A, 1933*), to customary law and to international courtesy, [which] accord to a Minister for Foreign Affairs, the representative of the State on behalf of which he acts, diplomatic privileges and immunities.

That case-law finds support today in *Article 41, paragraph 2, of the Vienna Convention of 18 April 1961*, codifying diplomatic relations, which provides:

“All official business with the receiving State entrusted to the mission by the sending State shall be conducted with or through the Ministry for Foreign Affairs of the receiving State or such other ministry as may be agreed.”

Under this rule of international law as it stands today, to deny diplomatic immunity to the Minister for Foreign Affairs would be the very negation of such immunity.

And that which is laid down by international law clearly cannot be displaced by the law of a State.

Exceptions to diplomatic immunity can derive only from other rules of international law, as for example the Security Council resolutions cited above. However, as has already been stated, the offences as alleged in the disputed arrest warrant were committed in circumstances outside the scope of those resolutions.

It follows that the aforementioned provision of Article 5, paragraph 2, of the Belgian Law of 16 June 1993 is manifestly in breach of international law in so far as it claims to derogate from diplomatic immunity, as is the arrest warrant issued pursuant thereto against the Minister for Foreign Affairs of a sovereign State.

V. ADMISSIBILITY OF THE PRESENT APPLICATION

It cannot be sufficiently stressed that the conditions laid down in the Statute and Rules of Court for the admissibility of the present Application are satisfied.

The Democratic Republic of the Congo and Belgium are *ipso jure* parties to the Statute of the Court by virtue of their membership of the United Nations.

La Belgique a accepté la juridiction de la Cour et, en tant que de besoin, la présente requête vaut acceptation de cette juridiction par la République démocratique du Congo.

La question que la Cour est appelée à trancher serait incontestablement de nature juridique et non politique.

Quant à l'existence d'un différend sur cette question, elle est établie d'emblée par le fait que la contrariété au droit international de la loi de l'Etat belge sur laquelle le juge d'instruction fonde son mandat est l'objet même des moyens de droit que la République démocratique du Congo soumet à la Cour.

La République démocratique du Congo se réserve de développer plus avant les moyens de sa requête dans un mémoire ampliatif qu'elle déposera ultérieurement.

Le 17 octobre 2000.

(Signé) Jacques MASANGU-A-MWANZA.

Belgium has accepted the jurisdiction of the Court and, in so far as may be required, the present Application signifies acceptance of that jurisdiction by the Democratic Republic of the Congo.

The question which the Court is called upon to decide is undoubtedly of a legal and not of a political nature.

As to the existence of a dispute on that question, this is established *ab initio* by the very fact that it is the non-conformity with international law of the Law of the Belgian State on which the investigating judge founds his warrant which is the subject of the legal grounds which the Republic of the Congo has submitted to the Court.

The Democratic Republic of the Congo reserves the right to argue further the grounds of its Application in a Memorial giving fuller particulars, which it will file in due course.

17 October 2000.

(Signed) Jacques MASANGU-A-MWANZA.

II. MANDAT SPÉCIAL DE REPRÉSENTATION
DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
AUPRÈS DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

Je soussigné, Yerodia Abdoulaye Ndombasi, ministre d'Etat de la République démocratique du Congo, chargé des affaires étrangères et de la coopération internationale, désigne par la présente, S. Exc. M. Jacques Masangu, ambassadeur de la République démocratique du Congo auprès de la reine des Pays-Bas, assisté par M^e Jacques Vergès, avocat à la cour d'appel de Paris, comme agent de la République démocratique du Congo pour la procédure contre le Royaume de Belgique pour :

- 1) violation du principe selon lequel un Etat ne peut exercer son pouvoir sur le territoire d'un autre Etat et du principe de l'égalité souveraine entre tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies, proclamé par l'article 2, paragraphe 1, de la Charte des Nations Unies ;
- 2) violation de l'immunité diplomatique du ministre des affaires étrangères d'un Etat souverain reconnu par la jurisprudence de la Cour découlant de l'article 41, paragraphe 2, de la convention de Vienne du 18 avril 1961 sur les relations diplomatiques.

Fait à Kinshasa, le 7 octobre 2000.

(Signé) YERODIA ABDOULAYE NDOMBASI.

II. FORM OF SPECIAL AUTHORITY TO REPRESENT
THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO BEFORE
THE INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

[Translation]

I the undersigned, Yerodia Abdoulaye Ndombasi, the Minister of State of the Democratic Republic of the Congo, responsible for Foreign Affairs and International Co-operation, hereby appoint His Excellency Mr. Jacques Masangu, Ambassador of the Democratic Republic of the Congo to the Queen of the Netherlands, assisted by Maître Jacques Vergès, avocat à la cour d'appel de Paris, as Agent of the Democratic Republic of the Congo in the proceedings against the Kingdom of Belgium for:

- (1) violation of the principle that a State may not exercise its authority on the territory of another State and of the principle of sovereign equality among all Members of the United Nations, as laid down in Article 2, paragraph 1, of the Charter of the United Nations;
- (2) violation of the diplomatic immunity of the Minister for Foreign Affairs of a sovereign State, as recognized by the jurisprudence of the Court and following from Article 41, paragraph 2, of the Vienna Convention of 18 April 1961 on Diplomatic Relations.

Signed in Kinshasa, on 7 October 2000.

(Signed) YERODIA ABDOULAYE NDOMBASI.

Annexe 1

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

RÉSUMÉ DES ARRÊTS, AVIS CONSULTATIFS ET ORDONNANCES

Affaire relative au *Personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis à Téhéran*

ARRÊT DU 24 MAI 1980

Dans son arrêt dans l'affaire du *Personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis à Téhéran*, la Cour a décidé: 1) que l'Iran a violé et continue de violer des obligations dont il est tenu envers les Etats-Unis; 2) que ces violations engagent sa responsabilité; 3) que le Gouvernement iranien doit assurer la libération immédiate des ressortissants des Etats-Unis détenus en otages et restituer les locaux de l'ambassade; 4) qu'aucun membre du personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis ne peut être retenu en Iran pour y être traduit en justice ou cité comme témoin, 5) que l'Iran est tenu de réparer le préjudice causé aux Etats-Unis; et 6) que les formes de cette réparation seront réglées par la Cour au cas où les deux Etats ne pourraient se mettre d'accord à ce sujet.

Ces décisions ont été adoptées à de larges majorités: points 1 et 2: 13 voix contre 2; points 3 et 4: unanimité; point 5: 12 voix contre 3; point 6: 14 voix contre une. (Pour le nom des votants, voir l'annexe.)

*

Une opinion individuelle a été jointe à l'arrêt par M. Lachs qui a voté contre le point 5 du dispositif. Des opinions dissidentes ont été jointes à l'arrêt par M. Morozov, qui a voté contre les points 1, 2, 5 et 6, ainsi que par M. Tarazi qui a voté contre les points 1, 2 et 5.

*

Procédures devant la Cour (par. 1-10)

Dans son arrêt, la Cour rappelle que l'instance a été introduite par les Etats-Unis contre l'Iran, le 29 novembre 1979. L'affaire avait pour origine la situation de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran et de leurs consulats à Tabriz et à Chiraz, ainsi que la prise et la détention en otages de membres du personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis à Téhéran et de deux autres ressortissants des Etats-Unis. Le demandeur ayant prié la Cour d'indiquer des mesures conservatoires, celle-ci a, par ordonnance du 15 décembre 1979, indiqué à l'unanimité, en attendant son arrêt définitif, des mesures conservatoires demandant la restitution immédiate de l'ambassade et la libération des otages (voir communiqué de presse n° 80/1).

La procédure s'est poursuivie conformément au Statut et au Règlement de la Cour. Les Etats-Unis ont déposé un mémoire, et des audiences publiques ont eu

Annex 1

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

CASE SUMMARIES

Case concerning *United States Diplomatic and
Consular Staff in Tehran*

JUDGMENT OF 24 MAY 1980

In its Judgment in the case concerning *United States Diplomatic and Consular Staff in Tehran*, the Court decided (1) that Iran has violated and is still violating obligations owed by it to the United States; (2) that these violations engage Iran's responsibility; (3) that the Government of Iran must immediately release the United States nationals held as hostages and place the premises of the Embassy in the hands of the protecting power; (4) that no member of the United States diplomatic or consular staff may be kept in Iran to be subjected to any form of judicial proceedings or to participate in them as a witness; (5) that Iran is under an obligation to make reparation for the injury caused to the United States; and (6) that the form and amount of such reparation, failing agreement between the parties, shall be settled by the Court.

These decisions were adopted by large majorities: (1) and (2) — 13 votes to 2; (3) and (4) — unanimously; (5) — 12 votes to 3; (6) — 14 votes to 1 (the votes are recorded by name below).

*

A separate opinion was appended to the Judgment by Judge Lachs, who voted against operative paragraph 5. Dissenting opinions were appended by Judge Morozov, who voted against paragraphs 1, 2, 5 and 6, and by Judge Tarazi, who voted against paragraphs 1, 2 and 5.

*

Procedure before the Court (paras. 1-10)

In its Judgment, the Court recalls that on 29 November 1979 the United States of America had instituted proceedings against Iran in a case arising out of the situation at its Embassy in Tehran and Consulates at Tabriz and Shiraz, and the seizure and detention as hostages of its diplomatic and consular staff in Tehran and two more citizens of the United States. The United States having at the same time requested the indication of provisional measures, the Court, by a unanimous Order of 15 December 1979, indicated, pending final judgment, that the Embassy should immediately be given back and the hostages released (see Press Communiqué No. 80/1).

The procedure then continued in accordance with the Statute and Rules of Court. The United States filed a Memorial, and on 18, 19 and 20 March 1980 the

lieu du 18 au 20 mars 1980. A l'issue de celles-ci, les Etats-Unis ont déposé des conclusions finales dans lesquelles ils prient la Cour de dire et juger notamment que l'Iran a violé ses obligations juridiques internationales à l'égard des Etats-Unis et qu'il doit assurer la libération immédiate des otages, reconnaître aux membres du personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis la protection et les immunités auxquelles ils ont droit, en particulier l'immunité à l'égard de toute forme de juridiction criminelle, leur donner les moyens de quitter l'Iran, faire poursuivre par les autorités compétentes iraniennes ou extradier aux Etats-Unis les personnes responsables des infractions commises, et verser aux Etats-Unis une réparation dont la Cour déterminera ultérieurement le montant.

L'Iran n'a pris aucune part à l'instance. Il n'a déposé aucune pièce écrite, ne s'est pas fait représenter à la procédure orale et aucune conclusion n'a été présentée en son nom. Toutefois son attitude a été définie dans deux lettres adressées à la Cour par son ministre des affaires étrangères les 9 décembre 1979 et 16 mars 1980. Il y soutient entre autres que la Cour ne peut ni ne doit se saisir de l'affaire.

Exposé des faits (par. 11-32)

Il est regrettable que l'Iran ne se soit pas présenté pour développer ses arguments. La non-participation de cet Etat à la procédure entraîne l'application de l'article 53 du Statut en vertu duquel la Cour doit, avant de se prononcer, s'assurer notamment que les conclusions du demandeur sont fondées en fait.

A cet égard, la Cour constate qu'elle dispose, dans les documents présentés par les Etats-Unis, d'une masse de renseignements de sources diverses, y compris de nombreuses déclarations officielles des autorités iraniennes et américaines, qui sont parfaitement concordants quant aux principaux faits et qui ont été communiqués à l'Iran sans que celui-ci y oppose la moindre dénégation. En conséquence la Cour est convaincue que les allégations de fait sur lesquelles reposent les demandes des Etats-Unis sont fondées.

Recevabilité (par. 33-44)

La Cour doit aussi, conformément à l'article 53 du Statut et en vertu d'une jurisprudence constante, examiner d'office toute question préliminaire de recevabilité ou de compétence.

La Cour dit, sur la recevabilité, que les considérations avancées par l'Iran dans ses deux lettres précitées ne font apparaître aucun motif qui obligerait à conclure que la Cour ne peut ni ne doit se saisir de l'affaire. Elle ajoute qu'elle ne voit aucune incompatibilité entre la poursuite d'une procédure devant la Cour et la constitution par le Secrétaire général de l'ONU, avec l'accord des deux Etats, d'une commission chargée d'entreprendre une mission d'établissement des faits en Iran en vue d'entendre les griefs de l'Iran et de permettre une solution rapide de la crise entre les deux pays.

Compétence (par. 45-55)

Des quatre instruments invoqués par les Etats-Unis comme base de la compétence de la Cour pour connaître de leurs réclamations, la Cour constate que les trois premiers, à savoir les protocoles de signature facultative accompagnant les conventions de Vienne de 1961 sur les relations diplomatiques et de 1963 sur les relations consulaires, et le traité d'amitié, de commerce et de droits consulaires de 1955 entre les Etats-Unis et l'Iran, peuvent en effet servir de fondement à l'exercice de sa compétence en l'espèce.

Court held a public hearing at the close of which the United States, in its final submissions, requested it to adjudge and declare, *inter alia*, that the Iranian Government had violated its international legal obligations to the United States and must: ensure the immediate release of the hostages; afford the United States diplomatic and consular personnel the protection and immunities to which they were entitled (including immunity from criminal jurisdiction) and provide them with facilities to leave Iran; submit the persons responsible for the crimes committed to the competent Iranian authorities for prosecution, or extradite them to the United States; and pay the United States reparation, in a sum to be subsequently determined by the Court.

Iran took no part in the proceedings. It neither filed pleadings nor was represented at the hearing, and no submissions were therefore presented on its behalf. Its position was however defined in two letters addressed to the Court by its Minister for Foreign Affairs on 9 December 1979 and 16 March 1980 respectively. In these the Minister maintained *inter alia* that the Court could not and should not take cognizance of the case.

The facts (paras. 11-32)

The Court expresses regret that Iran did not appear before it to put forward its arguments. The absence of Iran from the proceedings brought into operation Article 53 of the Statute, under which the Court is required, before finding in the Applicant's favour, to satisfy itself that the allegations of fact on which the claim is based are well founded.

In that respect the Court observes that it has had available to it, in the documents presented by the United States, a massive body of information from various sources, including numerous official statements of both Iranian and United States authorities. This information, the Court notes, is wholly concordant as to the main facts and has all been communicated to Iran without evoking any denial. The Court is accordingly satisfied that the allegations of fact on which the United States based its claim were well founded.

Admissibility (paras. 33-44)

Under the settled jurisprudence of the Court, it is bound, in applying Article 53 of its Statute, to investigate, on its own initiative, any preliminary question of admissibility or jurisdiction that may arise.

On the subject of admissibility, the Court, after examining the considerations put forward in the two letters from Iran, finds that they do not disclose any ground for concluding that it could not or should not deal with the case. Neither does it find any incompatibility with the continuance of judicial proceedings before the Court in the establishment by the Secretary-General of the United Nations, with the agreement of both States, of a Commission given a mandate to undertake a fact-finding mission to Iran, hear Iran's grievances and facilitate the solution of the crisis between the two countries.

Jurisdiction (paras. 45-55)

Four instruments having been cited by the United States as bases for the Court's jurisdiction to deal with its claims, the Court finds that three, namely the Optional Protocols to the two Vienna Conventions of 1961 and 1963 on, respectively, Diplomatic and Consular Relations, and the 1955 Treaty of Amity, Economic Relations, and Consular Rights between the United States and Iran, do in fact provide such foundations.

En ce qui concerne le quatrième, à savoir la convention de 1973 sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques, la Cour n'estime pas nécessaire de rechercher dans l'arrêt si l'article 13 de cet instrument peut servir de fondement à l'exercice de sa compétence pour connaître des demandes formulées par les Etats-Unis au titre de cette convention.

Fond. — Imputabilité à l'Iran des comportements incriminés et violations par l'Iran de certaines obligations (par. 56-94)

La Cour doit enfin s'assurer aux termes de l'article 53 du Statut que les conclusions du demandeur sont fondées en droit. A cette fin, elle recherche dans quelle mesure les comportements incriminés peuvent être considérés comme juridiquement imputables à l'Etat iranien (par opposition aux occupants de l'ambassade) et s'ils sont compatibles ou non avec les obligations incombant à l'Iran en vertu des traités en vigueur ou de toute autre règle de droit international éventuellement applicable.

a) *Les événements du 4 novembre 1979* (par. 56-68)

La première phase des événements donnant lieu aux réclamations des Etats-Unis recouvre l'attaque armée perpétrée le 4 novembre 1979 contre l'ambassade des Etats-Unis par des étudiants musulmans partisans de la politique de l'Imam (appelés les militants dans l'arrêt), l'invasion des locaux de l'ambassade, la prise en otages des personnes qui s'y trouvaient, la saisie de ses biens et de ses archives et le comportement des autorités iraniennes devant ces événements.

La Cour fait observer que le comportement des militants ne pourrait être directement imputable à l'Etat iranien que s'il était avéré qu'ils agissaient alors effectivement pour son compte. Or les éléments d'information dont elle dispose ne permettent pas de l'établir avec le degré de certitude nécessaire. Toutefois l'Etat iranien, qui avait, en tant qu'Etat accréditaire, l'obligation de prendre des mesures appropriées pour protéger l'ambassade, n'a rien fait pour prévenir l'attaque ou l'empêcher d'aboutir, ni pour contraindre les militants à évacuer les locaux et à libérer les otages. Cette carence contraste avec le comportement des autorités iraniennes à la même époque dans plusieurs situations similaires, où elles ont pris les mesures nécessaires. Elle constitue, selon la Cour, une violation grave et manifeste des obligations dont l'Iran est tenu à l'égard des Etats-Unis en vertu des articles 22, paragraphe 2, 24, 25, 26, 27 et 29 de la convention de Vienne de 1961 sur les relations diplomatiques, des articles 5 et 36 de la convention de Vienne de 1963 sur les relations consulaires et de l'article II, paragraphe 4, du traité de 1955. L'absence de protection accordée aux consulats de Tabriz et Chiraz constitue la violation de plusieurs autres dispositions de la convention de 1963.

La Cour est amenée à conclure que, le 4 novembre 1979, les autorités iraniennes étaient pleinement conscientes des obligations que leur imposaient les conventions en vigueur, qu'elles savaient que des mesures urgentes de leur part s'imposaient, qu'elles disposaient des moyens de s'acquitter de ces obligations et qu'elles ont totalement manqué d'y conformer leur conduite.

b) *Les événements postérieurs au 4 novembre 1979* (par. 69-79)

La seconde phase des événements qui motivent les réclamations des Etats-Unis comprend toute la série des faits qui se sont déroulés après l'occupation de l'ambassade par les militants. Alors que le Gouvernement iranien avait le devoir de prendre toutes les dispositions appropriées pour mettre fin aux atteintes infligées

The Court, however, does not find it necessary in the present Judgment to enter into the question whether Article 13 of the fourth instrument so cited, namely the 1973 Convention on the Prevention and Punishment of Crimes against Internationally Protected Persons including Diplomatic Agents, provides a basis for the exercise of its jurisdiction with respect to the United States' claims thereunder.

Merits. — Attributability to the Iranian State of the acts complained of, and violation by Iran of certain obligations (paras. 56-94)

The Court has also, under Article 53 of its Statute, to satisfy itself that the claims of the Applicant are well founded in law. To this end, it considers the acts complained of in order to determine how far, legally, they may be attributed to the Iranian State (as distinct from the occupiers of the Embassy) and whether they are compatible or incompatible with Iran's obligations under treaties in force or other applicable rules of international law.

(a) *The events of 4 November 1979* (paras. 56-68)

The first phase of the events underlying the Applicant's claims covers the armed attack on the United States Embassy carried out on 4 November 1979 by Muslim Student Followers of the Imam's Policy (further referred to as "the militants" in the Judgment), the overrunning of its premises, the seizure of its inmates as hostages, the appropriation of its property and archives, and the conduct of the Iranian authorities in the face of these occurrences.

The Court points out that the conduct of the militants on that occasion could be directly attributed to the Iranian State only if it were established that they were in fact acting on its behalf. The information before the Court did not suffice to establish this with due certainty. However, the Iranian State — which, as the State to which the mission was accredited, was under obligation to take appropriate steps to protect the United States Embassy — did nothing to prevent the attack, stop it before it reached its completion or oblige the militants to withdraw from the premises and release the hostages. This inaction was in contrast with the conduct of the Iranian authorities on several similar occasions at the same period, when they had taken appropriate steps. It constituted, the Court finds, a clear and serious violation of Iran's obligations to the United States under Articles 22 (2), 24, 25, 26, 27 and 29 of the 1961 Vienna Convention on Diplomatic Relations, of Articles 5 and 36 of the 1963 Vienna Convention on Consular Relations, and of Article 11 (4) of the 1955 Treaty. Further breaches of the 1963 Convention had been involved in failure to protect the Consulates at Tabriz and Shiraz.

The Court is therefore led to conclude that on 4 November 1979 the Iranian authorities were fully aware of their obligations under the conventions in force, and also of the urgent need for action on their part, that they had the means at their disposal to perform their obligations, but that they completely failed to do so.

(b) *Events since 4 November 1979* (paras. 69-79)

The second phase of the events underlying the United States' claims comprises the whole series of facts which occurred following the occupation of the Embassy by the militants. Though it was the duty of the Iranian Government to take every appropriate step to end the infringement of the inviolability of the Embassy

à l'inviolabilité des locaux et du personnel de l'ambassade et proposer la réparation du préjudice subi, il n'a rien fait de semblable. De nombreuses autorités iraniennes ont immédiatement manifesté leur approbation. L'ayatollah Khomeini en particulier a proclamé que l'Etat iranien apportait sa caution tant à la prise de l'ambassade qu'à la détention des otages. Il a qualifié la première de « centre d'espionnage », il a déclaré que les seconds resteraient (sauf quelques exceptions) « en état d'arrestation » jusqu'à ce que les Etats-Unis aient livré l'ancien Chah et ses biens à l'Iran et il a interdit toute négociation avec les Etats-Unis à ce sujet. Des organes de l'Etat iranien ayant approuvé les faits incriminés et décidé de les laisser durer afin de faire pression sur les Etats-Unis, ces faits ont pris le caractère d'actes de l'Etat iranien. Les militants sont devenus des agents de l'Etat iranien dont les actes engagent sa responsabilité internationale. La situation n'a pas sensiblement évolué au cours des six mois écoulés : l'ordonnance de la Cour du 15 décembre 1979 a été rejetée publiquement et l'ayatollah a dit que les otages resteraient détenus tant que le nouveau parlement iranien n'aurait pas réglé leur sort.

La décision des autorités iraniennes de continuer à soumettre les locaux de l'ambassade des Etats-Unis à une occupation et à détenir les membres de son personnel en otages a entraîné des manquements répétés et multiples aux conventions de Vienne et ajouté d'autres violations à celles qui avaient été commises lors de la prise de l'ambassade (convention de Vienne de 1961, art. 22, 24, 25, 26, 27 et 29 ; convention de Vienne de 1963, art. 33 (entre autres) ; traité de 1955, art. II, par. 4).

En ce qui concerne le chargé d'affaires et deux autres membres de la mission des Etats-Unis qui se trouvent au ministère des affaires étrangères d'Iran depuis le 4 novembre 1979, la Cour constate que les autorités iraniennes leur ont retiré la protection et les moyens nécessaires pour qu'ils puissent quitter le ministère en toute sécurité. La Cour estime donc qu'à leur égard il y a violation des articles 26 à 29 de la convention de Vienne de 1961.

Notant en outre que diverses autorités iraniennes ont menacé de faire juger certains des otages par un tribunal ou de les obliger à témoigner, la Cour estime que, si cette intention se traduisait dans les faits, cela constituerait une violation de l'article 31 de la même convention.

c) *Existence éventuelle de circonstances spéciales* (par. 80-89)

La Cour croit devoir examiner la question de savoir si le comportement de l'Iran pourrait être justifié par l'existence de circonstances spéciales. Le ministre des affaires étrangères d'Iran a en effet allégué, dans ses deux lettres susmentionnées, des agissements criminels de la part des Etats-Unis en Iran. La Cour considère que, même si ces agissements pouvaient être considérés comme établis, ils ne constitueraient pas un moyen de défense opposable aux demandes des Etats-Unis car le droit diplomatique permet notamment de rompre les relations diplomatiques ou de déclarer *persona non grata* les membres de missions diplomatiques ou consulaires exerçant des activités illicites. La Cour conclut que l'Iran a recouru à la contrainte contre l'ambassade des Etats-Unis et son personnel au lieu d'employer les moyens normaux et efficaces qui étaient à sa disposition.

d) *Responsabilité internationale* (par. 90-92)

La Cour constate que les violations successives et continues par l'Iran des obligations qui lui incombent au titre des conventions de Vienne de 1961 et de 1963, du traité de 1955 et des règles du droit international général engagent la responsabilité de l'Iran à l'égard des Etats-Unis. Il en résulte que l'Etat iranien a l'obli-

premises and staff, and to offer reparation for the damage, it did nothing of the kind. Instead, expressions of approval were immediately heard from numerous Iranian authorities. Ayatollah Khomeini himself proclaimed the Iranian State's endorsement of both the seizure of the premises and the detention of the hostages. He described the Embassy as a "centre of espionage", declared that the hostages would (with some exceptions) remain "under arrest" until the United States had returned the former Shah and his property to Iran, and forbade all negotiation with the United States on the subject. Once organs of the Iranian State had thus given approval to the acts complained of and decided to perpetuate them as a means of pressure on the United States, those acts were transformed into acts of the Iranian State: the militants became agents of that State, which itself became internationally responsible for their acts. During the six months which ensued, the situation underwent no material change: the Court's Order of 15 December 1979 was publicly rejected by Iran, while the Ayatollah declared that the detention of the hostages would continue until the new Iranian parliament had taken a decision as to their fate.

The Iranian authorities' decision to continue the subjection of the Embassy to occupation, and of its staff to detention as hostages, gave rise to repeated and multiple breaches of Iran's treaty obligations, additional to those already committed at the time of the seizure of the Embassy (1961 Convention, Arts. 22, 24, 25, 26, 27 and 29; 1963 Convention, *inter alia*, Art. 33; 1955 Treaty, Art. II (4)).

With regard to the Chargé d'affaires and the two other members of the United States mission who have been in the Iranian Ministry of Foreign Affairs since 4 November 1979 the Court finds that the Iranian authorities have withheld from them the protection and facilities necessary to allow them to leave the Ministry in safety. Accordingly, it appears to the Court that in their respect there have been breaches of Articles 26 and 29 of the 1961 Vienna Convention.

Taking note, furthermore, that various Iranian authorities have threatened to have some of the hostages submitted to trial before a court, or to compel them to bear witness, the Court considers that, if put into effect, that intention would constitute a breach of Article 31 of the same Convention.

(c) *Possible existence of special circumstances* (paras. 80-89)

The Court considers that it should examine the question whether the conduct of the Iranian Government might be justified by the existence of special circumstances, for the Iranian Minister for Foreign Affairs had alleged in his two letters to the Court that the United States had carried out criminal activities in Iran. The Court considers that, even if these alleged activities could be considered as proven, they would not constitute a defence to the United States' claims, since diplomatic law provides the possibility of breaking off diplomatic relations, or of declaring *persona non grata* members of diplomatic or consular missions who may be carrying on illicit activities. The Court concludes that the Government of Iran had recourse to coercion against the United States Embassy and its staff instead of making use of the normal means at its disposal.

(d) *International responsibility* (paras. 90-92)

The Court finds that Iran, by committing successive and continuing breaches of the obligations laid upon it by the Vienna Conventions of 1961 and 1963, the 1955 Treaty, and the applicable rules of general international law, has incurred responsibility towards the United States. As a consequence, there is an obligation

gation de réparer le préjudice causé aux Etats-Unis. Toutefois, les violations persistant, les formes et le montant de la réparation ne peuvent être déterminés à la date du présent arrêt.

En même temps, la Cour estime essentiel de réitérer solennellement les observations qu'elle avait présentées dans son ordonnance du 15 décembre 1979 sur l'importance des principes du droit international régissant les relations diplomatiques et consulaires. Après avoir souligné que l'affaire présente une gravité particulière parce qu'en l'occurrence ce ne sont pas seulement des individus ou des groupes d'individus qui ont agi au mépris de l'inviolabilité d'une ambassade étrangère mais le gouvernement de l'Etat accréditaire lui-même, elle attire l'attention de la communauté internationale tout entière sur le danger peut-être irréparable d'événements comme ceux dont elle est saisie. Ces événements ne peuvent que saper à la base un édifice juridique patiemment construit et dont la sauvegarde est essentielle pour la sécurité et le bien-être de la communauté internationale.

e) *Opération des Etats-Unis en Iran les 24 et 25 avril 1980* (par. 93-94)

A propos de l'opération déclenchée en Iran par des unités militaires américaines les 24-25 avril 1980, la Cour ne peut manquer d'exprimer le souci qu'elle lui inspire. Elle croit devoir faire observer qu'une opération entreprise dans ces circonstances, pendant que la Cour délibérait sur le présent arrêt, quels qu'en soient les motifs, est de nature à nuire au respect du règlement judiciaire dans les relations internationales. Néanmoins la question de la légalité de cette opération ne saurait influer sur son appréciation du comportement de l'Iran depuis le 4 novembre 1979. Les conclusions auxquelles elle est parvenue ne sont donc pas modifiées du fait de l'opération.

*

Par ces motifs, la Cour rend la décision dont le texte complet est reproduit ci-après :

Dispositif de l'arrêt

*La Cour*¹,

1. Par treize voix² contre deux³,

Décide que, par le comportement mis en évidence par la Cour dans le présent arrêt, la République islamique d'Iran a violé à plusieurs égards et continue de violer des obligations dont elle est tenue envers les Etats-Unis d'Amérique en vertu de conventions internationales en vigueur entre les deux pays ainsi que de règles de droit international général consacrées par une longue pratique;

2. Par treize voix² contre deux³,

Décide que les violations de ces obligations engagent la responsabilité de la

¹ Composée comme suit : Sir Humphrey Waldock, *président* ; M. Elias, *vice-président* ; MM. Forster, Gros, Lachs, Morozov, Nagendra Singh, Ruda, Mosler, Tarazi, Oda, Ago, El-Erian, Sette-Camara, Baxter, *juges*.

² Sir Humphrey Waldock, *président* ; M. Elias, *vice-président* ; MM. Forster, Gros, Lachs, Nagendra Singh, Ruda, Mosler, Oda, Ago, El-Erian, Sette-Camara, Baxter, *juges*.

³ MM. Morozov et Tarazi, *juges*.

on the part of the Iranian State to make reparation for the injury caused to the United States. Since, however, the breaches are still continuing, the form and amount of such reparation cannot yet be determined.

At the same time the Court considers it essential to reiterate the observations it made in its Order of 15 December 1979 on the importance of the principles of international law governing diplomatic and consular relations. After stressing the particular gravity of the case, arising out of the fact that it is not any private individuals or groups that have set at naught the inviolability of an embassy, but the very government of the State to which the mission is accredited, the Court draws the attention of the entire international community to the irreparable harm that may be caused by events of the kind before the Court. Such events cannot fail to undermine a carefully constructed edifice of law the maintenance of which is vital for the security and well-being of the international community.

(e) *United States operation in Iran on 24-25 April 1980* (paras. 93 and 94)

With regard to the operation undertaken in Iran by United States military units on 24-25 April 1980, the Court says that it cannot fail to express its concern. It feels bound to observe that an operation undertaken in those circumstances, from whatever motive, is of a kind calculated to undermine respect for the judicial process in international relations. Nevertheless, the question of the legality of that operation can have no bearing on the evaluation of Iran's conduct on 4 November 1979. The findings reached by the Court are therefore not affected by that operation.

*

For these reasons, the Court gives the decision reproduced in full below.

Operative part of the Judgment

*The Court*¹,

1. By thirteen votes² to two³,

Decides that the Islamic Republic of Iran, by the conduct which the Court has set out in this Judgment, has violated in several respects, and is still violating, obligations owed by it to the United States of America under international conventions in force between the two countries, as well as under long-established rules of general international law;

2. By thirteen votes² to two³,

Decides that the violations of these obligations engage the responsibility of the

¹ Composed as follows : *President* Sir Humphrey Waldock ; *Vice-President* Elias ; *Judges* Forster, Gros, Lachs, Morozov, Nagendra Singh, Ruda, Mosler, Tarazi, Oda, Ago, El-Erian, Sette-Camara and Baxter.

² *President* Sir Humphrey Waldock ; *Vice-President* Elias ; *Judges* Forster, Gros, Lachs, Nagendra Singh, Ruda, Mosler, Oda, Ago, El-Erian, Sette-Camara and Baxter.

³ *Judges* Morozov and Tarazi.

République islamique d'Iran envers les Etats-Unis d'Amérique selon le droit international ;

3. A l'unanimité,

Décide que le Gouvernement de la République islamique d'Iran doit prendre immédiatement toutes mesures pour remédier à la situation qui résulte des événements du 4 novembre 1979 et de leurs suites, et à cette fin :

- a) doit faire cesser immédiatement la détention illicite du chargé d'affaires, d'autres membres du personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis et d'autres ressortissants des Etats-Unis détenus en otages en Iran, et doit assurer la libération immédiate de toutes ces personnes sans exception et les remettre à la puissance protectrice (article 45 de la convention de Vienne de 1961 sur les relations diplomatiques) ;
- b) doit assurer à toutes les personnes en question les moyens, notamment les moyens de transport, qui leur sont nécessaires pour pouvoir quitter le territoire iranien ;
- c) doit remettre immédiatement à la puissance protectrice les locaux, biens, archives et documents de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran et de leurs consulats en Iran ;

4. A l'unanimité,

Décide qu'aucun membre du personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis ne peut être retenu en Iran afin d'être soumis à une forme quelconque de procédure judiciaire ou d'y participer en qualité de témoin ;

5. Par douze voix⁴ contre trois⁵,

Décide que le Gouvernement de la République islamique d'Iran est tenu envers le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique de l'obligation de réparer le préjudice causé à celui-ci par les événements du 4 novembre 1979 et leurs suites ;

6. Par quatorze voix⁶ contre une⁷,

Décide que les formes et le montant de cette réparation seront réglés par la Cour, au cas où les parties ne pourraient se mettre d'accord à ce sujet, et réserve à cet effet la suite de la procédure.

RÉSUMÉ DES OPINIONS JOINTES À L'ARRÊT

M. Lachs indique qu'il a voté contre la première partie du paragraphe 5 du dispositif car il l'estimait inutile. Une fois la responsabilité établie, toute la question de la réparation aurait dû être laissée pour la suite de la procédure, y compris les formes et le montant de cette réparation, comme il est déjà dit dans l'arrêt.

L'opinion souligne l'importance de l'arrêt pour le droit diplomatique et l'essentiel est consacré à la question de la solution pratique du différend entre les

⁴ Sir Humphrey Waldock, *président* ; M. Elias, *vice-président* ; MM. Forster, Gros, Nagendra Singh, Ruda, Mosler, Oda, Ago, El-Erian, Sette-Camara, Baxter, *juges*.

⁵ MM. Lachs, Morozov et Tarazi, *juges*.

⁶ Sir Humphrey Waldock, *président* ; M. Elias, *vice-président* ; MM. Forster, Gros, Lachs, Nagendra Singh, Ruda, Mosler, Tarazi, Oda, Ago, El-Erian, Sette-Camara, Baxter, *juges*.

⁷ M. Morozov, *juge*.

Islamic Republic of Iran towards the United States of America under international law ;

3. Unanimously,

Decides that the Government of the Islamic Republic of Iran must immediately take all steps to redress the situation resulting from the events of 4 November 1979 and what followed from these events, and to that end:

- (a) must immediately terminate the unlawful detention of the United States Chargé d'affaires and other diplomatic and consular staff and other United States nationals now held hostage in Iran, and must immediately release each and every one and entrust them to the protecting Power (Article 45 of the 1961 Vienna Convention on Diplomatic Relations);
- (b) must ensure that all the said persons have the necessary means of leaving Iranian territory, including means of transport;
- (c) must immediately place in the hands of the protecting Power the premises, property, archives and documents of the United States Embassy in Tehran and of its Consulates in Iran;

4. Unanimously,

Decides that no member of the United States diplomatic or consular staff may be kept in Iran to be subjected to any form of judicial proceedings or to participate in them as a witness ;

5. By twelve votes⁴ to three⁵,

Decides that the Government of the Islamic Republic of Iran is under an obligation to make reparation to the Government of the United States of America for the injury caused to the latter by the events of 4 November 1979 and what followed from these events ;

6. By fourteen votes⁶ to one⁷,

Decides that the form and amount of such reparation, failing agreement between the Parties, shall be settled by the Court, and reserves for this purpose the subsequent procedure in the case.

SUMMARY OF OPINIONS APPENDED TO THE JUDGMENT

Judge Lachs indicated that he voted against the first part of operative paragraph 5, as he found it redundant. The responsibility having been established, the whole question of reparations should have been left to the subsequent procedure, including the question of form and amount as provided by the Judgment.

The opinion stresses the importance of the Judgment for diplomatic law, and the major part of it is devoted to the question of the practical solution by diplomatic

⁴ *President* Sir Humphrey Waldock ; *Vice-President* Elias ; *Judges* Forster, Gros, Nagendra Singh, Ruda, Mosler, Oda, Ago, El-Erian, Sette-Camara and Baxter.

⁵ *Judges* Lachs, Morozov and Tarazi.

⁶ *President* Sir Humphrey Waldock ; *Vice-President* Elias ; *Judges* Forster, Gros, Lachs, Nagendra Singh, Ruda, Mosler, Tarazi, Oda, Ago, El-Erian, Sette-Camara and Baxter.

⁷ *Judge* Morozov.

parties par des moyens diplomatiques. Une fois les questions de droit éclairées par l'arrêt, les parties devraient agir rapidement et faire le maximum d'efforts pour dissiper la tension et la méfiance ; pour cela, une initiative émanant d'un tiers pourrait être importante. M. Lachs envisage un rôle particulier pour le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à cet égard et l'action d'une commission spéciale ou d'un organe spécial de médiation. Vu la gravité de la situation, une solution s'impose d'urgence.

*

Dans son opinion dissidente, *M. Morozov* indique que le paragraphe 1 du dispositif de l'arrêt est rédigé de telle manière qu'il ne se limite pas à la question de la violation des conventions de Vienne de 1961 et de 1963 mais s'applique aussi, si on le combine avec certains paragraphes des motifs, à la question des prétendues violations du traité d'amitié, de commerce et de droits consulaires de 1955 entre l'Iran et les Etats-Unis ; ce traité, estime-t-il ne donne pas aux parties le droit inconditionnel d'invoquer la juridiction obligatoire de la Cour et, en l'occurrence, la Cour n'a pas compétence pour examiner les violations alléguées.

En outre, M. Morozov fait observer que les Etats-Unis ont commis, pendant la période du délibéré, nombre d'actes illicites pour aboutir à l'invasion militaire du territoire de la République islamique d'Iran, et qu'ils ont donc perdu le droit d'invoquer le traité dans leurs relations avec l'Iran.

M. Morozov a voté contre les paragraphes 2, 5 et 6 du dispositif car il a noté qu'une série d'actes avaient été commis par les Etats-Unis contre l'Iran pendant la durée du délibéré ; il a noté en particulier le gel par les Etats-Unis d'avoirs iraniens très importants ainsi que l'intention, clairement exprimée le 7 avril 1980 par le président des Etats-Unis, d'utiliser éventuellement ces avoirs conformément à des décisions qui seraient prises par les Etats-Unis eux-mêmes dans le cadre interne : cela signifie que les Etats-Unis étaient à la fois juge et partie. Selon M. Morozov, la situation, marquée par les actes des Etats-Unis, qui existait pendant que la Cour poursuivait ses délibérations judiciaires en l'espèce ne connaît aucun précédent dans toute l'administration de la justice internationale, aussi bien devant la Cour que devant toute instance judiciaire internationale. Les Etats-Unis ayant causé à l'Iran de graves préjudices ont perdu sur le plan juridique comme sur le plan moral le droit d'attendre des réparations de l'Iran, contrairement à ce qu'indiquent les paragraphes 2, 5 et 6 du dispositif.

M. Morozov constate aussi que certains paragraphes des motifs décrivent les circonstances de l'affaire d'une manière inexacte et tendancieuse.

Il considère que, sans préjudice de la compétence exclusive du Conseil de sécurité, la Cour, d'un point de vue strictement juridique, aurait pu attirer l'attention sur le fait incontestable que l'article 51 de la Charte des Nations Unies prévoyant le droit de légitime défense, article auquel les Etats-Unis d'Amérique se réfèrent au sujet des événements des 24-25 avril, ne peut être invoqué que « dans le cas où un Membre des Nations Unies est l'objet d'une agression armée » ; or il n'y a aucune preuve que les Etats-Unis aient été l'objet d'une agression armée.

M. Morozov souligne aussi qu'il aurait fallu indiquer dans l'arrêt d'une manière ou d'une autre que le règlement du différend entre les Etats-Unis et la République islamique d'Iran doit être obtenu exclusivement par des moyens pacifiques.

*

M. Tarazi a voté en faveur des paragraphes 3 et 4 du dispositif de l'arrêt parce qu'il considère que la saisie de l'ambassade et la prise en otages des personnes qui

means of the dispute between the Parties. Once the legal issues have been clarified by the Judgment, the Parties should take speedy action and make maximum efforts to dispel tension and mistrust, and in this a third-party initiative may be important. Judge Lachs visualizes a particular role for the Secretary-General of the United Nations in this respect and the work of a special commission or mediating body. In view of the gravity of the situation, the need for a resolution is urgent.

*

In his dissenting opinion, *Judge Morozov* indicates that operative paragraph 1 of the Judgment is drafted in such a way that it is not limited to the question of the violation of the Vienna Conventions of 1961 and 1963, but also covers, if read with some paragraphs of the reasoning, the question of alleged violations of the 1955 Treaty of Amity, Economic Relations and Consular Rights between Iran and the United States; this treaty, he believes, does not provide the parties with an unconditional right to invoke the compulsory jurisdiction of the Court, and in the circumstances the Court has in fact no competence to consider the alleged violations.

Furthermore, Judge Morozov observes, the United States committed during the period of the judicial deliberations many unlawful actions, culminating in the military invasion of the territory of the Islamic Republic of Iran, and has therefore lost the legal right to refer to the Treaty in its relations with Iran.

Judge Morozov voted against operative paragraphs 2, 5 and 6 because he had noted that a series of actions was undertaken by the United States of America against Iran in the course of the judicial deliberations, in particular the freezing by the United States of very considerable Iranian assets, combined with the intention, clearly expressed in a statement made by the President of the United States on 7 April 1980, to make use of these assets, if need be, in accordance with decisions that would be taken in the domestic framework of the United States; that meant that the United States was acting as a "judge" in its own cause. In Judge Morozov's view, the situation, created by actions of the United States, in which the Court carried on its judicial deliberations in the case had no precedent in the whole history of the administration of international justice either before the Court or before any other international judicial institution. The United States, having caused severe damage to Iran, had lost the legal as well as the moral right to reparations from Iran, as mentioned in operative paragraphs 2, 5 and 6.

Judge Morozov also finds that some paragraphs of the reasoning part of the Judgment describe the circumstances of the case in an incorrect or one-sided way.

He considers that, without any prejudice to the exclusive competence of the Security Council, the Court, from a purely legal point of view, could have drawn attention to the undeniable fact that Article 51 of the United Nations Charter, establishing the right of self-defence to which the United States of America referred in connection with the events of 24-25 April, may be invoked only "if an armed attack occurs against a member of the United Nations", and that there is no evidence of any armed attack having occurred against the United States.

Judge Morozov also stresses that some indication should have been included in the Judgment to the effect that the Court considered that settlement of the dispute between the United States and the Islamic Republic of Iran should be reached exclusively by peaceful means.

*

Judge Tarazi voted in favour of operative paragraphs 3 and 4 of the Judgment, because he considered that the seizure of the embassy, and the detention as

s'y trouvaient constituaient un acte accompli en violation des dispositions des conventions de Vienne de 1961 et de 1963 sur les relations diplomatiques et consulaires.

Par contre, M. Tarazi s'est vu dans l'obligation de voter contre le paragraphe 1 du dispositif parce qu'il considère que seules les conventions de Vienne de 1961 et de 1963 accordent à la Cour la compétence de statuer sur l'instance.

Il a également voté contre les paragraphes 2 et 5 parce que, de son point de vue, la Cour ne pouvait, au stade actuel de la procédure et vu les circonstances qui ont accompagné celle-ci, statuer sur la responsabilité du Gouvernement de la République islamique d'Iran.

Par contre, M. Tarazi a voté en faveur du paragraphe 6, parce qu'il estime que les réparations, au cas où elles seraient dues, devraient être déterminées et fixées par la Cour internationale de Justice; elles ne sauraient faire l'objet d'instances devant les juridictions internes.

hostages of those present in it, constituted an act in breach of the provisions of the 1961 and 1963 Vienna Conventions on Diplomatic and Consular Relations.

On the other hand, Judge Tarazi felt impelled to vote against operative paragraph 1, because he considered that only the 1961 and 1963 Vienna Conventions conferred jurisdiction on the Court in the present case.

He also voted against paragraphs 2 and 5, because, in his view, the Court, at the present stage of the proceedings and considering the concomitant circumstances, could not make any ruling as to the responsibility of the Government of the Islamic Republic of Iran.

On the other hand, Judge Tarazi voted in favour of paragraph 6, because he considered that, in the event of any reparations being owed, they should be determined and assessed by the International Court of Justice; it was not admissible for them to be the subject of proceedings in courts of domestic jurisdiction.

Annexe 2

INTERNATIONAL LAW COMMISSION

VIENNA CONVENTION ON DIPLOMATIC RELATIONS, 1961*

The States Parties to the present Convention,

Recalling that peoples of all nations from ancient times have recognized the status of diplomatic agents,

Having in mind the purposes and principles of the Charter of the United Nations concerning the sovereign equality of States, the maintenance of international peace and security, and the promotion of friendly relations among nations,

Believing that an international convention on diplomatic intercourse, privileges and immunities would contribute to the development of friendly relations among nations, irrespective of their differing constitutional and social systems,

Realizing that the purpose of such privileges and immunities is not to benefit individuals but to ensure the efficient performance of the functions of diplomatic missions as representing States,

Affirming that the rules of customary international law should continue to govern questions not expressly regulated by the provisions of the present Convention,

Have agreed as follows:

Article 1

For the purpose of the present Convention, the following expressions shall have the meanings hereunder assigned to them:

- (a) the “head of the mission” is the person charged by the sending State with the duty of acting in that capacity;
- (b) the “members of the mission” are the head of the mission and the members of the staff of the mission;
- (c) the “members of the staff of the mission” are the members of the diplomatic staff, of the administrative and technical staff and of the service staff of the mission;

**Abstract:*

Done at: Vienna, on 18 April 1961.

Adopted on 14 April 1961 by the United Nations Conference on Diplomatic Intercourse and Immunities held at the Neue Hofburg in Vienna, Austria, from 2 March to 14 April. The Conference also adopted the Optional Protocol concerning the Acquisition of Nationality, the Optional Protocol concerning the Compulsory Settlement of Disputes, the Final Act and four resolutions annexed to that Act. For the proceedings of the Conference, see *United Nations Conference on Diplomatic Intercourse and Immunities, Official Records*, Vols. I and II (United Nations publication, Sales Nos.: 61.X.2 and 62.X.1).

Text: United Nations, *Treaty Series*, Vol. 500, p. 95.

Entry into force: 24 April 1964, in accordance with Article 51.

Source: <http://www.un.org/law/ilc/texts/diplomat.htm> [Note by the Registry.]

Annex 2

CONVENTION DE VIENNE SUR LES RELATIONS DIPLOMATIQUES, 1961*

Les Etats Parties à la présente Convention,

Rappelant que, depuis une époque reculée, les peuples de tous les pays reconnaissent le statut des agents diplomatiques,

Conscients des buts et des principes de la Charte des Nations Unies concernant l'égalité souveraine des Etats, le maintien de la paix et de la sécurité internationales et le développement de relations amicales entre les nations,

Persuadés qu'une convention internationale sur les relations, privilèges et immunités diplomatiques contribuerait à favoriser les relations d'amitié entre les pays, quelle que soit la diversité de leurs régimes constitutionnels et sociaux,

Convaincus que le but desdits privilèges et immunités est non pas d'avantager des individus mais d'assurer l'accomplissement efficace des fonctions des missions diplomatiques en tant que représentant des Etats,

Affirmant que les règles du droit international coutumier doivent continuer à régir les questions qui n'ont pas été expressément réglées dans les dispositions de la présente Convention,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

Aux fins de la présente Convention, les expressions suivantes s'entendent comme il est précisé ci-dessous :

- a) l'expression « chef de mission » s'entend de la personne chargée par l'Etat accréditant d'agir en cette qualité ;
- b) l'expression « membres de la mission » s'entend du chef de la mission et des membres du personnel de la mission ;
- c) l'expression « membres du personnel de la mission » s'entend des membres du personnel diplomatique, du personnel administratif et technique et du personnel de service de la mission ;

**Résumé :*

Faite à Vienne, le 18 avril 1961.

Adoptée le 14 avril 1961 par la Conférence des Nations Unies sur les relations et immunités diplomatiques, réunie à la Neue Hofburg à Vienne (Autriche) du 2 mars au 14 avril. La Conférence a aussi adopté le Protocole de signature facultative concernant l'acquisition de la nationalité et le Protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends, l'Acte final et quatre résolutions annexées à cet Acte. Pour les documents de la Conférence, voir Conférence des Nations Unies sur les relations et immunités diplomatiques, Documents officiels, vol. I et II (publication des Nations Unies, n^{os} de vente : 61.X.2 et 62.X.1)

Texte : Nations Unies, Série des traités, vol. 500, p. 95.

Entrée en vigueur : 24 avril 1964, conformément à l'article 51.

Source : Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 500, p. 95. [Note du Greffier.]

- (d) the “members of the diplomatic staff” are the members of the staff of the mission having diplomatic rank;
- (e) a “diplomatic agent” is the head of the mission or a member of the diplomatic staff of the mission;
- (f) the “members of the administrative and technical staff” are the members of the staff of the mission employed in the administrative and technical service of the mission;
- (g) the “members of the service staff” are the members of the staff of the mission in the domestic service of the mission;
- (h) a “private servant” is a person who is in the domestic service of a member of the mission and who is not an employee of the sending State;
- (i) the “premises of the mission” are the buildings or parts of buildings and the land ancillary thereto, irrespective of ownership, used for the purposes of the mission including the residence of the head of the mission.

Article 2

The establishment of diplomatic relations between States, and of permanent diplomatic missions, takes place by mutual consent.

Article 3

1. The functions of a diplomatic mission consist, *inter alia*, in:
 - (a) representing the sending State in the receiving State;
 - (b) protecting in the receiving State the interests of the sending State and of its nationals, within the limits permitted by international law;
 - (c) negotiating with the Government of the receiving State;
 - (d) ascertaining by all lawful means conditions and developments in the receiving State, and reporting thereon to the Government of the sending State;
 - (e) promoting friendly relations between the sending State and the receiving State, and developing their economic, cultural and scientific relations.
2. Nothing in the present Convention shall be construed as preventing the performance of consular functions by a diplomatic mission.

Article 4

1. The sending State must make certain that the *agrément* of the receiving State has been given for the person it proposes to accredit as head of the mission to that State.
2. The receiving State is not obliged to give reasons to the sending State for a refusal of *agrément*.

Article 5

1. The sending State may, after it has given due notification to the receiving States concerned, accredit a head of mission or assign any member of the diplomatic staff, as the case may be, to more than one State, unless there is express objection by any of the receiving States.
2. If the sending State accredits a head of mission to one or more other States it may establish a diplomatic mission headed by a chargé d’affaires *ad interim* in each State where the head of mission has not his permanent seat.

- d) l'expression « membres du personnel diplomatique » s'entend des membres du personnel de la mission qui ont la qualité de diplomates ;
- e) l'expression « agent diplomatique » s'entend du chef de la mission ou d'un membre du personnel diplomatique de la mission ;
- f) l'expression « membres du personnel administratif et technique » s'entend des membres du personnel de la mission employés dans le service administratif et technique de la mission ;
- g) l'expression « membres du personnel de service » s'entend des membres du personnel de la mission employés au service domestique de la mission ;
- h) l'expression « domestique privé » s'entend des personnes employées au service domestique d'un membre de la mission, qui ne sont pas des employés de l'Etat accréditant ;
- i) l'expression « locaux de la mission » s'entend des bâtiments ou des parties de bâtiments et du terrain attenant qui, quel qu'en soit le propriétaire, sont utilisés aux fins de la mission, y compris la résidence du chef de la mission.

Article 2

L'établissement de relations diplomatiques entre Etats et l'envoi de missions diplomatiques permanentes se font par consentement mutuel.

Article 3

1. Les fonctions d'une mission diplomatique consistent notamment à :

- a) représenter l'Etat accréditant auprès de l'Etat accréditaire ;
- b) protéger dans l'Etat accréditaire les intérêts de l'Etat accréditant et de ses ressortissants, dans les limites admises par le droit international ;
- c) négocier avec le gouvernement de l'Etat accréditaire ;
- d) s'informer par tous les moyens licites des conditions et de l'évolution des événements dans l'Etat accréditaire et faire rapport à ce sujet au gouvernement de l'Etat accréditant ;
- e) promouvoir des relations amicales et développer les relations économiques, culturelles et scientifiques entre l'Etat accréditant et l'Etat accréditaire.

2. Aucune disposition de la présente Convention ne saurait être interprétée comme interdisant l'exercice de fonctions consulaires par une mission diplomatique.

Article 4

1. L'Etat accréditant doit s'assurer que la personne qu'il envisage d'accréditer comme chef de la mission auprès de l'Etat accréditaire a reçu l'agrément de cet Etat.

2. L'Etat accréditaire n'est pas tenu de donner à l'Etat accréditant les raisons d'un refus d'agrément.

Article 5

1. L'Etat accréditant, après due notification aux Etats accréditaires intéressés, peut accréditer un chef de mission ou affecter un membre du personnel diplomatique, suivant le cas, auprès de plusieurs Etats, à moins que l'un des Etats accréditaires ne s'y oppose expressément.

2. Si l'Etat accréditant accrédite un chef de mission auprès d'un ou de plusieurs autres Etats, il peut établir une mission diplomatique dirigée par un chargé d'affaires *ad interim* dans chacun des Etats où le chef de la mission n'a pas sa résidence permanente.

3. A head of mission or any member of the diplomatic staff of the mission may act as representative of the sending State to any international organization.

Article 6

Two or more States may accredit the same person as head of mission to another State, unless objection is offered by the receiving State.

Article 7

Subject to the provisions of Articles 5, 8, 9 and 11, the sending State may freely appoint the members of the staff of the mission. In the case of military, naval or air attachés, the receiving State may require their names to be submitted beforehand, for its approval.

Article 8

1. Members of the diplomatic staff of the mission should in principle be of the nationality of the sending State.

2. Members of the diplomatic staff of the mission may not be appointed from among persons having the nationality of the receiving State, except with the consent of that State which may be withdrawn at any time.

3. The receiving State may reserve the same right with regard to nationals of a third State who are not also nationals of the sending State.

Article 9

1. The receiving State may at any time and without having to explain its decision, notify the sending State that the head of the mission or any member of the diplomatic staff of the mission is *persona non grata* or that any other member of the staff of the mission is not acceptable. In any such case, the sending State shall, as appropriate, either recall the person concerned or terminate his functions with the mission. A person may be declared *non grata* or not acceptable before arriving in the territory of the receiving State.

2. If the sending State refuses or fails within a reasonable period to carry out its obligations under paragraph 1 of this Article, the receiving State may refuse to recognize the person concerned as a member of the mission.

Article 10

1. The Ministry for Foreign Affairs of the receiving State, or such other ministry as may be agreed, shall be notified of:

- (a) the appointment of members of the mission, their arrival and their final departure or the termination of their functions with the mission;
- (b) the arrival and final departure of a person belonging to the family of a member of the mission and, where appropriate, the fact that a person becomes or ceases to be a member of the family of a member of the mission;
- (c) the arrival and final departure of private servants in the employ of persons referred to in sub-paragraph (a) of this paragraph and, where appropriate, the fact that they are leaving the employ of such persons;
- (d) the engagement and discharge of persons resident in the receiving State as members of the mission or private servants entitled to privileges and immunities.

2. Where possible, prior notification of arrival and final departure shall also be given.

3. Un chef de mission ou un membre du personnel diplomatique de la mission peut représenter l'Etat accréditant auprès de toute organisation internationale.

Article 6

Plusieurs Etats peuvent accréditer la même personne en qualité de chef de mission auprès d'un autre Etat, à moins que l'Etat accréditaire ne s'y oppose.

Article 7

Sous réserve des dispositions des articles 5, 8, 9 et 11, l'Etat accréditant nomme à son choix les membres du personnel de la mission. En ce qui concerne les attachés militaires, navals ou de l'air, l'Etat accréditaire peut exiger que leurs noms lui soient soumis à l'avance aux fins d'approbation.

Article 8

1. Les membres du personnel diplomatique de la mission auront en principe la nationalité de l'Etat accréditant.

2. Les membres du personnel diplomatique de la mission ne peuvent être choisis parmi les ressortissants de l'Etat accréditaire qu'avec le consentement de cet Etat, qui peut en tout temps le retirer.

3. L'Etat accréditaire peut se réserver le même droit en ce qui concerne les ressortissants d'un Etat tiers qui ne sont pas également ressortissants de l'Etat accréditant.

Article 9

1. L'Etat accréditaire peut, à tout moment et sans avoir à motiver sa décision, informer l'Etat accréditant que le chef ou tout autre membre du personnel diplomatique de la mission est *persona non grata* ou que tout autre membre du personnel de la mission n'est pas acceptable. L'Etat accréditant rappellera alors la personne en cause ou mettra fin à ses fonctions auprès de la mission, selon le cas. Une personne peut être déclarée *non grata* ou non acceptable avant d'arriver sur le territoire de l'Etat accréditaire.

2. Si l'Etat accréditant refuse d'exécuter, ou n'exécute pas dans un délai raisonnable, les obligations qui lui incombent aux termes du paragraphe 1 du présent article, l'Etat accréditaire peut refuser de reconnaître à la personne en cause la qualité de membre de la mission.

Article 10

1. Sont notifiés au ministère des affaires étrangères de l'Etat accréditaire ou à tel autre ministère dont il aura été convenu :

- a) la nomination des membres de la mission, leur arrivée et leur départ définitif ou la cessation de leurs fonctions dans la mission ;
- b) l'arrivée et le départ définitif d'une personne appartenant à la famille d'un membre de la mission, et, s'il y a lieu, le fait qu'une personne devient ou cesse d'être membre de la famille d'un membre de la mission ;
- c) l'arrivée et le départ définitif de domestiques privés au service des personnes visées à l'alinéa a) ci-dessus, et s'il y a lieu, le fait qu'ils quittent le service desdites personnes ;
- d) l'engagement et le congédiement de personnes résidant dans l'Etat accréditaire, en tant que membres de la mission ou en tant que domestiques privés ayant droit aux privilèges et immunités.

2. Toutes les fois qu'il est possible, l'arrivée et le départ définitif doivent également faire l'objet d'une notification préalable.

Article 11

1. In the absence of specific agreement as to the size of the mission, the receiving State may require that the size of a mission be kept within limits considered by it to be reasonable and normal, having regard to circumstances and conditions in the receiving State and to the needs of the particular mission.

2. The receiving State may equally, within similar bounds and on a non-discriminatory basis, refuse to accept officials of a particular category.

Article 12

The sending State may not, without the prior express consent of the receiving State, establish offices forming part of the mission in localities other than those in which the mission itself is established.

Article 13

1. The head of the mission is considered as having taken up his functions in the receiving State either when he has presented his credentials or when he has notified his arrival and a true copy of his credentials has been presented to the Ministry for Foreign Affairs of the receiving State, or such other ministry as may be agreed, in accordance with the practice prevailing in the receiving State which shall be applied in a uniform manner.

2. The order of presentation of credentials or of a true copy thereof will be determined by the date and time of the arrival of the head of the mission.

Article 14

1. Heads of mission are divided into three classes, namely:

- (a) that of ambassadors or nuncios accredited to Heads of State, and other heads of mission of equivalent rank;
- (b) that of envoys, ministers and internuncios accredited to Heads of State;
- (c) that of chargés d'affaires accredited to Ministers for Foreign Affairs.

2. Except as concerns precedence and etiquette, there shall be no differentiation between heads of mission by reason of their class.

Article 15

The class to which the heads of their missions are to be assigned shall be agreed between States.

Article 16

1. Heads of mission shall take precedence in their respective classes in the order of the date and time of taking up their functions in accordance with Article 13.

2. Alterations in the credentials of a head of mission not involving any change of class shall not affect his precedence.

3. This article is without prejudice to any practice accepted by the receiving State regarding the precedence of the representative of the Holy See.

Article 17

The precedence of the members of the diplomatic staff of the mission shall be notified by the head of the mission to the Ministry for Foreign Affairs or such other ministry as may be agreed.

Article 11

1. A défaut d'accord explicite sur l'effectif de la mission, l'Etat accréditaire peut exiger que cet effectif soit maintenu dans les limites de ce qu'il considère comme raisonnable et normal, eu égard aux circonstances et conditions qui règnent dans cet Etat et aux besoins de la mission en cause.

2. L'Etat accréditaire peut, également, dans les mêmes limites et sans discrimination, refuser d'admettre des fonctionnaires d'une certaine catégorie.

Article 12

L'Etat accréditant ne doit pas, sans avoir obtenu au préalable le consentement exprès de l'Etat accréditaire, établir des bureaux faisant partie de la mission dans d'autres localités que celles où la mission elle-même est établie.

Article 13

1. Le chef de la mission est réputé avoir assumé ses fonctions dans l'Etat accréditaire dès qu'il a présenté ses lettres de créance ou dès qu'il a notifié son arrivée et qu'une copie figurée de ses lettres de créance a été présentée au ministère des affaires étrangères de l'Etat accréditaire, ou à tel autre ministère dont il aura été convenu, selon la pratique en vigueur dans l'Etat accréditaire, qui doit être appliquée d'une manière uniforme.

2. L'ordre de présentation des lettres de créance ou d'une copie figurée de ces lettres est déterminé par la date et l'heure d'arrivée du chef de la mission.

Article 14

1. Les chefs de mission sont répartis en trois classes, à savoir :

- a) celle des ambassadeurs ou nonces accrédités auprès des chefs d'Etat et des autres chefs de mission ayant un rang équivalent ;
- b) celle des envoyés, ministres ou internonces accrédités auprès des chefs d'Etat ;
- c) celle des chargés d'affaires accrédités auprès des ministres des affaires étrangères.

2. Sauf en ce qui touche la préséance et l'étiquette, aucune différence n'est faite entre les chefs de mission en raison de leur classe.

Article 15

Les Etats conviennent de la classe à laquelle doivent appartenir les chefs de leurs missions.

Article 16

1. Les chefs de mission prennent rang dans chaque classe suivant la date et l'heure à laquelle ils ont assumé leurs fonctions conformément à l'article 13.

2. Les modifications apportées aux lettres de créance d'un chef de mission qui n'impliquent pas de changements de classe n'affectent pas son rang de préséance.

3. Le présent article n'affecte pas les usages qui sont ou seraient acceptés par l'Etat accréditaire en ce qui concerne la préséance du représentant du Saint-Siège.

Article 17

L'ordre de préséance des membres du personnel diplomatique de la mission est notifié par le chef de mission au ministère des affaires étrangères ou à tel autre ministère dont il aura été convenu.

Article 18

The procedure to be observed in each State for the reception of heads of mission shall be uniform in respect of each class.

Article 19

1. If the post of head of the mission is vacant, or if the head of the mission is unable to perform his functions, a chargé d'affaires *ad interim* shall act provisionally as head of the mission. The name of the chargé d'affaires *ad interim* shall be notified, either by the head of the mission or, in case he is unable to do so, by the Ministry for Foreign Affairs of the sending State to the Ministry for Foreign Affairs of the receiving State or such other ministry as may be agreed.

2. In cases where no member of the diplomatic staff of the mission is present in the receiving State, a member of the administrative and technical staff may, with the consent of the receiving State, be designated by the sending State to be in charge of the current administrative affairs of the mission.

Article 20

The mission and its head shall have the right to use the flag and emblem of the sending State on the premises of the mission, including the residence of the head of the mission, and on his means of transport.

Article 21

1. The receiving State shall either facilitate the acquisition on its territory, in accordance with its laws, by the sending State of premises necessary for its mission or assist the latter in obtaining accommodation in some other way.

2. It shall also, where necessary, assist missions in obtaining suitable accommodation for their members.

Article 22

1. The premises of the mission shall be inviolable. The agents of the receiving State may not enter them, except with the consent of the head of the mission.

2. The receiving State is under a special duty to take all appropriate steps to protect the premises of the mission against any intrusion or damage and to prevent any disturbance of the peace of the mission or impairment of its dignity.

3. The premises of the mission, their furnishings and other property thereon and the means of transport of the mission shall be immune from search, requisition, attachment or execution.

Article 23

1. The sending State and the head of the mission shall be exempt from all national, regional or municipal dues and taxes in respect of the premises of the mission, whether owned or leased, other than such as represent payment for specific services rendered.

2. The exemption from taxation referred to in this Article shall not apply to such dues and taxes payable under the law of the receiving State by persons contracting with the sending State or the head of the mission.

Article 24

The archives and documents of the mission shall be inviolable at any time and wherever they may be.

Article 18

Dans chaque Etat, la procédure à suivre pour la réception des chefs de mission doit être uniforme à l'égard de chaque classe.

Article 19

1. Si le poste de chef de la mission est vacant, ou si le chef de la mission est empêché d'exercer ses fonctions, un chargé d'affaires *ad interim* agit à titre provisoire comme chef de la mission. Le nom du chargé d'affaires *ad interim* sera notifié soit par le chef de la mission, soit, au cas où celui-ci est empêché de le faire, par le ministère des affaires étrangères de l'Etat accréditant, au ministère des affaires étrangères de l'Etat accréditaire ou à tel autre ministère dont il aura été convenu.

2. Au cas où aucun membre du personnel diplomatique de la mission n'est présent dans l'Etat accréditaire, un membre du personnel administratif et technique peut, avec le consentement de l'Etat accréditaire, être désigné par l'Etat accréditant pour gérer les affaires administratives courantes de la mission.

Article 20

La mission et son chef ont le droit de placer le drapeau et l'emblème de l'Etat accréditant sur les locaux de la mission, y compris la résidence du chef de la mission, et sur les moyens de transport de celui-ci.

Article 21

1. L'Etat accréditaire doit, soit faciliter l'acquisition sur son territoire, dans le cadre de sa législation, par l'Etat accréditant des locaux nécessaires à sa mission, soit aider l'Etat accréditant à se procurer des locaux d'une autre manière.

2. Il doit également, s'il en est besoin, aider les missions à obtenir des logements convenables pour leurs membres.

Article 22

1. Les locaux de la mission sont inviolables. Il n'est pas permis aux agents de l'Etat accréditaire d'y pénétrer, sauf avec le consentement du chef de la mission.

2. L'Etat accréditaire a l'obligation spéciale de prendre toutes mesures appropriées afin d'empêcher que les locaux de la mission ne soient envahis ou endommagés, la paix de la mission troublée ou sa dignité amoindrie.

3. Les locaux de la mission, leur ameublement et les autres objets qui s'y trouvent, ainsi que les moyens de transport de la mission, ne peuvent faire l'objet d'aucune perquisition, réquisition, saisie ou mesure d'exécution.

Article 23

1. L'Etat accréditant et le chef de la mission sont exempts de tous impôts et taxes nationaux, régionaux ou communaux, au titre des locaux de la mission dont ils sont propriétaires ou locataires, pourvu qu'il ne s'agisse pas d'impôts ou taxes perçus en rémunération de services particuliers rendus.

2. L'exemption fiscale prévue dans le présent article ne s'applique pas à ces impôts et taxes lorsque, d'après la législation de l'Etat accréditaire, ils sont à la charge de la personne qui traite avec l'Etat accréditant ou avec le chef de la mission.

Article 24

Les archives et documents de la mission sont inviolables à tout moment et en quelque lieu qu'ils se trouvent.

Article 25

The receiving State shall accord full facilities for the performance of the functions of the mission.

Article 26

Subject to its laws and regulations concerning zones entry into which is prohibited or regulated for reasons of national security, the receiving State shall ensure to all members of the mission freedom of movement and travel in its territory.

Article 27

1. The receiving State shall permit and protect free communication on the part of the mission for all official purposes. In communicating with the Government and the other missions and consulates of the sending State, wherever situated, the mission may employ all appropriate means, including diplomatic couriers and messages in code or cipher. However, the mission may install and use a wireless transmitter only with the consent of the receiving State.

2. The official correspondence of the mission shall be inviolable. Official correspondence means all correspondence relating to the mission and its functions.

3. The diplomatic bag shall not be opened or detained.

4. The packages constituting the diplomatic bag must bear visible external marks of their character and may contain only diplomatic documents or articles intended for official use.

5. The diplomatic courier, who shall be provided with an official document indicating his status and the number of packages constituting the diplomatic bag, shall be protected by the receiving State in the performance of his functions. He shall enjoy personal inviolability and shall not be liable to any form of arrest or detention.

6. The sending State or the mission may designate diplomatic couriers *ad hoc*. In such cases the provisions of paragraph 5 of this Article shall also apply, except that the immunities therein mentioned shall cease to apply when such a courier has delivered to the consignee the diplomatic bag in his charge.

7. A diplomatic bag may be entrusted to the captain of a commercial aircraft scheduled to land at an authorized port of entry. He shall be provided with an official document indicating the number of packages constituting the bag but he shall not be considered to be a diplomatic courier. The mission may send one of its members to take possession of the diplomatic bag directly and freely from the captain of the aircraft.

Article 28

The fees and charges levied by the mission in the course of its official duties shall be exempt from all dues and taxes.

Article 29

The person of a diplomatic agent shall be inviolable. He shall not be liable to any form of arrest or detention. The receiving State shall treat him with due respect and shall take all appropriate steps to prevent any attack on his person, freedom or dignity.

Article 25

L'Etat accréditaire accorde toutes facilités pour l'accomplissement des fonctions de la mission.

Article 26

Sous réserve de ses lois et règlements relatifs aux zones dont l'accès est interdit ou réglementé pour des raisons de sécurité nationale, l'Etat accréditaire assure à tous les membres de la mission la liberté de déplacement et de circulation sur son territoire.

Article 27

1. L'Etat accréditaire permet et protège la libre communication de la mission pour toutes fins officielles. En communiquant avec le gouvernement ainsi qu'avec les autres missions et consulats de l'Etat accréditant, où qu'ils se trouvent, la mission peut employer tous les moyens de communication appropriés, y compris les courriers diplomatiques et les messages en code ou en chiffre. Toutefois, la mission ne peut installer et utiliser un poste émetteur de radio qu'avec l'assentiment de l'Etat accréditaire.

2. La correspondance officielle de la mission est inviolable. L'expression « correspondance officielle » s'entend de toute la correspondance relative à la mission et à ses fonctions.

3. La valise diplomatique ne doit être ni ouverte ni retenue.

4. Les colis constituant la valise diplomatique doivent porter des marques extérieures visibles de leur caractère et ne peuvent contenir que des documents diplomatiques ou des objets à usage officiel.

5. Le courrier diplomatique, qui doit être porteur d'un document officiel attestant sa qualité et précisant le nombre de colis constituant la valise diplomatique, est, dans l'exercice de ses fonctions, protégé par l'Etat accréditaire. Il jouit de l'inviolabilité de sa personne et ne peut être soumis à aucune forme d'arrestation ou de détention.

6. L'Etat accréditant, ou la mission, peut nommer des courriers diplomatiques *ad hoc*. Dans ce cas, les dispositions du paragraphe 5 du présent article seront également applicables, sous réserve que les immunités qui y sont mentionnées cesseront de s'appliquer dès que le courrier aura remis au destinataire la valise diplomatique dont il a la charge.

7. La valise diplomatique peut être confiée au commandant d'un aéronef commercial qui doit atterrir à un point d'entrée autorisé. Ce commandant doit être porteur d'un document officiel indiquant le nombre de colis constituant la valise, mais il n'est pas considéré comme un courrier diplomatique. La mission peut envoyer un de ses membres prendre, directement et librement, possession de la valise diplomatique des mains du commandant de l'aéronef.

Article 28

Les droits et redevances perçus par la mission pour des actes officiels sont exempts de tous impôts et taxes.

Article 29

La personne de l'agent diplomatique est inviolable. Il ne peut être soumis à aucune forme d'arrestation ou de détention. L'Etat accréditaire le traite avec le respect qui lui est dû, et prend toutes mesures appropriées pour empêcher toute atteinte à sa personne, sa liberté et sa dignité.

Article 30

1. The private residence of a diplomatic agent shall enjoy the same inviolability and protection as the premises of the mission.
2. His papers, correspondence and, except as provided in paragraph 3 of Article 31, his property, shall likewise enjoy inviolability.

Article 31

1. A diplomatic agent shall enjoy immunity from the criminal jurisdiction of the receiving State. He shall also enjoy immunity from its civil and administrative jurisdiction, except in the case of:
 - (a) a real action relating to private immovable property situated in the territory of the receiving State, unless he holds it on behalf of the sending State for the purposes of the mission;
 - (b) an action relating to succession in which the diplomatic agent is involved as executor, administrator, heir or legatee as a private person and not on behalf of the sending State;
 - (c) an action relating to any professional or commercial activity exercised by the diplomatic agent in the receiving State outside his official functions.

2. A diplomatic agent is not obliged to give evidence as a witness.

3. No measures of execution may be taken in respect of a diplomatic agent except in the cases coming under sub-paragraphs (a), (b) and (c) of paragraph 1 of this Article, and provided that the measures concerned can be taken without infringing the inviolability of his person or of his residence.

4. The immunity of a diplomatic agent from the jurisdiction of the receiving State does not exempt him from the jurisdiction of the sending State.

Article 32

1. The immunity from jurisdiction of diplomatic agents and of persons enjoying immunity under Article 37 may be waived by the sending State.
2. Waiver must always be express.
3. The initiation of proceedings by a diplomatic agent or by a person enjoying immunity from jurisdiction under Article 37 shall preclude him from invoking immunity from jurisdiction in respect of any counter-claim directly connected with the principal claim.
4. Waiver of immunity from jurisdiction in respect of civil or administrative proceedings shall not be held to imply waiver of immunity in respect of the execution of the judgement, for which a separate waiver shall be necessary.

Article 33

1. Subject to the provisions of paragraph 3 of this Article, a diplomatic agent shall with respect to services rendered for the sending State be exempt from social security provisions which may be in force in the receiving State.

2. The exemption provided for in paragraph 1 of this Article shall also apply to private servants who are in the sole employ of a diplomatic agent, on condition:

- (a) that they are not nationals of or permanently resident in the receiving State; and

Article 30

1. La demeure privée de l'agent diplomatique jouit de la même inviolabilité et de la même protection que les locaux de la mission.
2. Ses documents, sa correspondance et, sous réserve du paragraphe 3 de l'article 31, ses biens jouissent également de l'inviolabilité.

Article 31

1. L'agent diplomatique jouit de l'immunité de la juridiction pénale de l'Etat accréditaire. Il jouit également de l'immunité de sa juridiction civile et administrative, sauf s'il s'agit :
 - a) d'une action réelle concernant un immeuble privé situé sur le territoire de l'Etat accréditaire, à moins que l'agent diplomatique ne le possède pour le compte de l'Etat accréditant aux fins de la mission ;
 - b) d'une action concernant une succession, dans laquelle l'agent diplomatique figure comme exécuteur testamentaire, administrateur, héritier ou légataire, à titre privé et non pas au nom de l'Etat accréditant ;
 - c) d'une action concernant une activité professionnelle ou commerciale, quelle qu'elle soit, exercée par l'agent diplomatique dans l'Etat accréditaire en dehors de ses fonctions officielles.
2. L'agent diplomatique n'est pas obligé de donner son témoignage.
3. Aucune mesure d'exécution ne peut être prise à l'égard de l'agent diplomatique, sauf dans les cas prévus aux alinéas a), b) et c) du paragraphe 1 du présent article, et pourvu que l'exécution puisse se faire sans qu'il soit porté atteinte à l'inviolabilité de sa personne ou de sa demeure.
4. L'immunité de juridiction d'un agent diplomatique dans l'Etat accréditaire ne saurait exempter cet agent de la juridiction de l'Etat accréditant.

Article 32

1. L'Etat accréditant peut renoncer à l'immunité de juridiction des agents diplomatiques et des personnes qui bénéficient de l'immunité en vertu de l'article 37.
2. La renonciation doit toujours être expresse.
3. Si un agent diplomatique ou une personne bénéficiant de l'immunité de juridiction en vertu de l'article 37 engage une procédure, il n'est plus recevable à invoquer l'immunité de juridiction à l'égard de toute demande reconventionnelle directement liée à la demande principale.
4. La renonciation à l'immunité de juridiction pour une action civile ou administrative n'est pas censée impliquer la renonciation à l'immunité quant aux mesures d'exécution du jugement, pour lesquelles une renonciation distincte est nécessaire.

Article 33

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3 du présent article, l'agent diplomatique est, pour ce qui est des services rendus à l'Etat accréditant, exempté des dispositions de sécurité sociale qui peuvent être en vigueur dans l'Etat accréditaire.
2. L'exemption prévue au paragraphe 1 du présent article s'applique également aux domestiques privés qui sont au service exclusif de l'agent diplomatique, à condition
 - a) qu'ils ne soient pas ressortissants de l'Etat accréditaire ou n'y aient pas leur résidence permanente ; et

(b) that they are covered by the social security provisions which may be in force in the sending State or a third State.

3. A diplomatic agent who employs persons to whom the exemption provided for in paragraph 2 of this Article does not apply shall observe the obligations which the social security provisions of the receiving State impose upon employers.

4. The exemption provided for in paragraphs 1 and 2 of this Article shall not preclude voluntary participation in the social security system of the receiving State provided that such participation is permitted by that State.

5. The provisions of this Article shall not affect bilateral or multilateral agreements concerning social security concluded previously and shall not prevent the conclusion of such agreements in the future.

Article 34

A diplomatic agent shall be exempt from all dues and taxes, personal or real, national, regional or municipal, except:

- (a) indirect taxes of a kind which are normally incorporated in the price of goods or services;
- (b) dues and taxes on private immovable property situated in the territory of the receiving State, unless he holds it on behalf of the sending State for the purposes of the mission;
- (c) estate, succession or inheritance duties levied by the receiving State, subject to the provisions of paragraph 4 of Article 39;
- (d) dues and taxes on private income having its source in the receiving State and capital taxes on investments made in commercial undertakings in the receiving State;
- (e) charges levied for specific services rendered;
- (f) registration, court or record fees, mortgage dues and stamp duty, with respect to immovable property, subject to the provisions of Article 23.

Article 35

The receiving State shall exempt diplomatic agents from all personal services, from all public service of any kind whatsoever, and from military obligations such as those connected with requisitioning, military contributions and billeting.

Article 36

1. The receiving State shall, in accordance with such laws and regulations as it may adopt, permit entry of and grant exemption from all customs duties, taxes, and related charges other than charges for storage, cartage and similar services, on:

- (a) articles for the official use of the mission;
- (b) articles for the personal use of a diplomatic agent or members of his family forming part of his household, including articles intended for his establishment.

2. The personal baggage of a diplomatic agent shall be exempt from inspection, unless there are serious grounds for presuming that it contains articles not covered by the exemptions mentioned in paragraph 1 of this Article, or articles the import or export of which is prohibited by the law or controlled by the quarantine regulations of the receiving State. Such inspection shall be conducted only in the presence of the diplomatic agent or of his authorized representative.

b) qu'ils soient soumis aux dispositions de sécurité sociale qui peuvent être en vigueur dans l'Etat accréditant ou dans un Etat tiers.

3. L'agent diplomatique qui a à son service des personnes auxquelles l'exemption prévue au paragraphe 2 du présent article ne s'applique pas doit observer les obligations que les dispositions de sécurité sociale de l'Etat accréditaire imposent à l'employeur.

4. L'exemption prévue aux paragraphes 1 et 2 du présent article n'exclut pas la participation volontaire au régime de sécurité sociale de l'Etat accréditaire pour autant qu'elle est admise par cet Etat.

5. Les dispositions du présent article n'affectent pas les accords bilatéraux ou multilatéraux relatifs à la sécurité sociale qui ont été conclus antérieurement et elles n'empêchent pas la conclusion ultérieure de tels accords.

Article 34

L'agent diplomatique est exempt de tous impôts et taxes, personnels ou réels, nationaux, régionaux ou communaux, à l'exception :

- a) des impôts indirects d'une nature telle qu'ils sont normalement incorporés dans le prix des marchandises ou des services ;
- b) des impôts et taxes sur les biens immeubles privés situés sur le territoire de l'Etat accréditaire, à moins que l'agent diplomatique ne les possède pour le compte de l'Etat accréditant, aux fins de la mission ;
- c) des droits de succession perçus par l'Etat accréditaire, sous réserve des dispositions du paragraphe 4 de l'article 39 ;
- d) des impôts et taxes sur les revenus privés qui ont leur source dans l'Etat accréditaire et des impôts sur le capital prélevés sur les investissements effectués dans des entreprises commerciales situées dans l'Etat accréditaire ;
- e) des impôts et taxes perçus en rémunération de services particuliers rendus ;
- f) des droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de timbre en ce qui concerne les biens immobiliers, sous réserve des dispositions de l'article 23.

Article 35

L'Etat accréditaire doit exempter les agents diplomatiques de toute prestation personnelle, de tout service public de quelque nature qu'il soit et des charges militaires telles que les réquisitions, contributions et logements militaires.

Article 36

1. Suivant les dispositions législatives et réglementaires qu'il peut adopter, l'Etat accréditaire accorde l'entrée et l'exemption de droits de douane, taxes et autres redevances connexes autres que frais d'entreposage, de transport et frais afférents à des services analogues sur :

- a) les objets destinés à l'usage officiel de la mission ;
- b) les objets destinés à l'usage personnel de l'agent diplomatique ou des membres de sa famille qui font partie de son ménage, y compris les effets destinés à son installation.

2. L'agent diplomatique est exempté de l'inspection de son bagage personnel, à moins qu'il n'existe des motifs sérieux de croire qu'il contient des objets ne bénéficiant pas des exemptions mentionnées au paragraphe 1 du présent article, ou des objets dont l'importation ou l'exportation est interdite par la législation ou soumise aux règlements de quarantaine de l'Etat accréditaire. En pareil cas, l'inspection ne doit se faire qu'en présence de l'agent diplomatique ou de son représentant autorisé.

Article 37

1. The members of the family of a diplomatic agent forming part of his household shall, if they are not nationals of the receiving State, enjoy the privileges and immunities specified in Articles 29 to 36.

2. Members of the administrative and technical staff of the mission, together with members of their families forming part of their respective households, shall, if they are not nationals of or permanently resident in the receiving State, enjoy the privileges and immunities specified in Articles 29 to 35, except that the immunity from civil and administrative jurisdiction of the receiving State specified in paragraph 1 of Article 31 shall not extend to acts performed outside the course of their duties. They shall also enjoy the privileges specified in Article 36, paragraph 1, in respect of articles imported at the time of first installation.

3. Members of the service staff of the mission who are not nationals of or permanently resident in the receiving State shall enjoy immunity in respect of acts performed in the course of their duties, exemption from dues and taxes on the emoluments they receive by reason of their employment and the exemption contained in Article 33.

4. Private servants of members of the mission shall, if they are not nationals of or permanently resident in the receiving State, be exempt from dues and taxes on the emoluments they receive by reason of their employment. In other respects, they may enjoy privileges and immunities only to the extent admitted by the receiving State. However, the receiving State must exercise its jurisdiction over those persons in such a manner as not to interfere unduly with the performance of the functions of the mission.

Article 38

1. Except insofar as additional privileges and immunities may be granted by the receiving State, a diplomatic agent who is a national of or permanently resident in that State shall enjoy only immunity from jurisdiction, and inviolability, in respect of official acts performed in the exercise of his functions.

2. Other members of the staff of the mission and private servants who are nationals of or permanently resident in the receiving State shall enjoy privileges and immunities only to the extent admitted by the receiving State. However, the receiving State must exercise its jurisdiction over those persons in such a manner as not to interfere unduly with the performance of the functions of the mission.

Article 39

1. Every person entitled to privileges and immunities shall enjoy them from the moment he enters the territory of the receiving State on proceeding to take up his post or, if already in its territory, from the moment when his appointment is notified to the Ministry for Foreign Affairs or such other ministry as may be agreed.

2. When the functions of a person enjoying privileges and immunities have come to an end, such privileges and immunities shall normally cease at the moment when he leaves the country, or on expiry of a reasonable period in which to do so, but shall subsist until that time, even in case of armed conflict. However, with respect to acts performed by such a person in the exercise of his functions as a member of the mission, immunity shall continue to subsist.

3. In case of the death of a member of the mission, the members of his family

Article 37

1. Les membres de la famille de l'agent diplomatique qui font partie de son ménage bénéficient des privilèges et immunités mentionnés dans les articles 29 à 36, pourvu qu'ils ne soient pas ressortissants de l'Etat accréditaire.

2. Les membres du personnel administratif et technique de la mission, ainsi que les membres de leurs familles qui font partie de leurs ménages respectifs, bénéficient, pourvu qu'ils ne soient pas ressortissants de l'Etat accréditaire ou n'y aient pas leur résidence permanente, des privilèges et immunités mentionnés dans les articles 29 à 35, sauf que l'immunité de la juridiction civile et administrative de l'Etat accréditaire mentionnée au paragraphe 1 de l'article 31 ne s'applique pas aux actes accomplis en dehors de l'exercice de leurs fonctions. Ils bénéficient aussi des privilèges mentionnés au paragraphe 1 de l'article 36 pour ce qui est des objets importés lors de leur première installation.

3. Les membres du personnel de service de la mission qui ne sont pas ressortissants de l'Etat accréditaire ou n'y ont pas leur résidence permanente bénéficient de l'immunité pour les actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions, et de l'exemption des impôts et taxes sur les salaires qu'ils reçoivent du fait de leurs services, ainsi que de l'exemption prévue à l'article 33.

4. Les domestiques privés des membres de la mission qui ne sont pas ressortissants de l'Etat accréditaire ou n'y ont pas leur résidence permanente sont exemptés des impôts et taxes sur les salaires qu'ils reçoivent du fait de leurs services. A tous autres égards, ils ne bénéficient des privilèges et immunités que dans la mesure admise par l'Etat accréditaire. Toutefois, l'Etat accréditaire doit exercer sa juridiction sur ces personnes de façon à ne pas entraver d'une manière excessive l'accomplissement des fonctions de la mission.

Article 38

1. A moins que des privilèges et immunités supplémentaires n'aient été accordés par l'Etat accréditaire, l'agent diplomatique qui a la nationalité de l'Etat accréditaire ou y a sa résidence permanente ne bénéficie de l'immunité de juridiction et de l'inviolabilité que pour les actes officiels accomplis dans l'exercice de ses fonctions.

2. Les autres membres du personnel de la mission et les domestiques privés qui sont ressortissants de l'Etat accréditaire ou qui y ont leur résidence permanente ne bénéficient des privilèges et immunités que dans la mesure où cet Etat les leur reconnaît. Toutefois, l'Etat accréditaire doit exercer sa juridiction sur ces personnes de façon à ne pas entraver d'une manière excessive l'accomplissement des fonctions de la mission.

Article 39

1. Toute personne ayant droit aux privilèges et immunités en bénéficie dès qu'elle pénètre sur le territoire de l'Etat accréditaire pour gagner son poste ou, si elle se trouve déjà sur ce territoire, dès que sa nomination a été notifiée au ministère des affaires étrangères ou à tel autre ministère dont il aura été convenu.

2. Lorsque les fonctions d'une personne bénéficiant des privilèges et immunités prennent fin, ces privilèges et immunités cessent normalement au moment où cette personne quitte le pays, ou à l'expiration d'un délai raisonnable qui lui aura été accordé à cette fin, mais ils subsistent jusqu'à ce moment, même en cas de conflit armé. Toutefois, l'immunité subsiste en ce qui concerne les actes accomplis par cette personne dans l'exercice de ses fonctions comme membre de la mission.

3. En cas de décès d'un membre de la mission, les membres de la famille conti-

shall continue to enjoy the privileges and immunities to which they are entitled until the expiry of a reasonable period in which to leave the country.

4. In the event of the death of a member of the mission not a national of or permanently resident in the receiving State or a member of his family forming part of his household, the receiving State shall permit the withdrawal of the movable property of the deceased, with the exception of any property acquired in the country the export of which was prohibited at the time of his death. Estate, succession and inheritance duties shall not be levied on movable property the presence of which in the receiving State was due solely to the presence there of the deceased as a member of the mission or as a member of the family of a member of the mission.

Article 40

1. If a diplomatic agent passes through or is in the territory of a third State, which has granted him a passport visa if such visa was necessary, while proceeding to take up or to return to his post, or when returning to his own country, the third State shall accord him inviolability and such other immunities as may be required to ensure his transit or return. The same shall apply in the case of any members of his family enjoying privileges or immunities who are accompanying the diplomatic agent, or travelling separately to join him or to return to their country.

2. In circumstances similar to those specified in paragraph 1 of this Article, third States shall not hinder the passage of members of the administrative and technical or service staff of a mission, and of members of their families, through their territories.

3. Third States shall accord to official correspondence and other official communications in transit, including messages in code or cipher, the same freedom and protection as is accorded by the receiving State. They shall accord to diplomatic couriers, who have been granted a passport visa if such visa was necessary, and diplomatic bags in transit the same inviolability and protection as the receiving State is bound to accord.

4. The obligations of third States under paragraphs 1, 2 and 3 of this Article shall also apply to the persons mentioned respectively in those paragraphs, and to official communications and diplomatic bags, whose presence in the territory of the third State is due to *force majeure*.

Article 41

1. Without prejudice to their privileges and immunities, it is the duty of all persons enjoying such privileges and immunities to respect the laws and regulations of the receiving State. They also have a duty not to interfere in the internal affairs of that State.

2. All official business with the receiving State entrusted to the mission by the sending State shall be conducted with or through the Ministry for Foreign Affairs of the receiving State or such other ministry as may be agreed.

3. The premises of the mission must not be used in any manner incompatible with the functions of the mission as laid down in the present Convention or by other rules of general international law or by any special agreements in force between the sending and the receiving State.

nuent de jouir des privilèges et des immunités dont ils bénéficient, jusqu'à l'expiration d'un délai raisonnable leur permettant de quitter le territoire de l'Etat accréditaire.

4. En cas de décès d'un membre de la mission qui n'est pas ressortissant de l'Etat accréditaire ou n'y a pas sa résidence permanente ou d'un membre de sa famille qui fait partie de son ménage, l'Etat accréditaire permet le retrait des biens meubles du défunt, à l'exception de ceux qui auront été acquis dans le pays et qui font l'objet d'une prohibition d'exportation au moment de son décès. Il ne sera pas prélevé de droits de succession sur les biens meubles dont la présence dans l'Etat accréditaire était due uniquement à la présence dans cet Etat du défunt en tant que membre de la mission ou membre de la famille d'un membre de la mission.

Article 40

1. Si l'agent diplomatique traverse le territoire ou se trouve sur le territoire d'un Etat tiers, qui lui a accordé un visa de passeport au cas où ce visa est requis, pour aller assumer ses fonctions ou rejoindre son poste, ou pour rentrer dans son pays, l'Etat tiers lui accordera l'inviolabilité et toutes autres immunités nécessaires pour permettre son passage ou son retour. Il fera de même pour les membres de sa famille bénéficiant des privilèges et immunités qui accompagnent l'agent diplomatique ou qui voyagent séparément pour le rejoindre ou pour rentrer dans leur pays.

2. Dans des conditions similaires à celles qui sont prévues au paragraphe 1 du présent article, les Etats tiers ne doivent pas entraver le passage sur leur territoire des membres du personnel administratif et technique ou de service de la mission et des membres de leur famille.

3. Les Etats tiers accordent à la correspondance et aux autres communications officielles en transit, y compris les messages en code ou en chiffre, la même liberté et protection que l'Etat accréditaire. Ils accordent aux courriers diplomatiques, auxquels un visa de passeport a été accordé si ce visa était requis, et aux valises diplomatiques en transit la même inviolabilité et la même protection que l'Etat accréditaire est tenu de leur accorder.

4. Les obligations des Etats tiers en vertu des paragraphes 1, 2 et 3 du présent article s'appliquent également aux personnes respectivement mentionnées dans ces paragraphes, ainsi qu'aux communications officielles et aux valises diplomatiques lorsque leur présence sur le territoire de l'Etat tiers est due à la force majeure.

Article 41

1. Sans préjudice de leurs privilèges et immunités, toutes les personnes qui bénéficient de ces privilèges et immunités ont le devoir de respecter les lois et règlements de l'Etat accréditaire. Elles ont également le devoir de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de cet Etat.

2. Toutes les affaires officielles traitées avec l'Etat accréditaire, confiées à la mission par l'Etat accréditant, doivent être traitées avec le ministère des affaires étrangères de l'Etat accréditaire ou par son intermédiaire, ou avec tel autre ministère dont il aura été convenu.

3. Les locaux de la mission ne seront pas utilisés d'une manière incompatible avec les fonctions de la mission telles qu'elles sont énoncées dans la présente Convention, ou dans d'autres règles du droit international général, ou dans les accords particuliers en vigueur entre l'Etat accréditant et l'Etat accréditaire.

Article 42

A diplomatic agent shall not in the receiving State practise for personal profit any professional or commercial activity.

Article 43

The function of a diplomatic agent comes to an end, *inter alia* :

- (a) on notification by the sending State to the receiving State that the function of the diplomatic agent has come to an end;
- (b) on notification by the receiving State to the sending State that, in accordance with paragraph 2 of Article 9, it refuses to recognize the diplomatic agent as a member of the mission.

Article 44

The receiving State must, even in case of armed conflict, grant facilities in order to enable persons enjoying privileges and immunities, other than nationals of the receiving State, and members of the families of such persons irrespective of their nationality, to leave at the earliest possible moment. It must, in particular, in case of need, place at their disposal the necessary means of transport for themselves and their property.

Article 45

If diplomatic relations are broken off between two States, or if a mission is permanently or temporarily recalled :

- (a) the receiving State must, even in case of armed conflict, respect and protect the premises of the mission, together with its property and archives;
- (b) the sending State may entrust the custody of the premises of the mission, together with its property and archives, to a third State acceptable to the receiving State;
- (c) the sending State may entrust the protection of its interests and those of its nationals to a third State acceptable to the receiving State.

Article 46

A sending State may with the prior consent of a receiving State, and at the request of a third State not represented in the receiving State, undertake the temporary protection of the interests of the third State and of its nationals.

Article 47

1. In the application of the provisions of the present Convention, the receiving State shall not discriminate as between States.

2. However, discrimination shall not be regarded as taking place :

- (a) where the receiving State applies any of the provisions of the present Convention restrictively because of a restrictive application of that provision to its mission in the sending State;
- (b) where by custom or agreement States extend to each other more favourable treatment than is required by the provisions of the present Convention.

Article 48

The present Convention shall be open for signature by all States Members of the United Nations or of any of the specialized agencies or Parties to the Statute

Article 42

L'agent diplomatique n'exercera pas dans l'Etat accréditaire une activité professionnelle ou commerciale en vue d'un gain personnel.

Article 43

Les fonctions d'un agent diplomatique prennent fin notamment :

- a) par la notification de l'Etat accréditant à l'Etat accréditaire que les fonctions de l'agent diplomatique ont pris fin ;
- b) par la notification de l'Etat accréditaire à l'Etat accréditant que, conformément au paragraphe 2 de l'article 9, cet Etat refuse de reconnaître l'agent diplomatique comme membre de la mission.

Article 44

L'Etat accréditaire doit, même en cas de conflit armé, accorder des facilités pour permettre aux personnes bénéficiant des privilèges et immunités, autres que les ressortissants de l'Etat accréditaire, ainsi qu'aux membres de la famille de ces personnes, quelle que soit leur nationalité, de quitter son territoire dans les meilleurs délais. Il doit en particulier, si besoin est, mettre à leur disposition les moyens de transport nécessaires pour eux-mêmes et pour leurs biens.

Article 45

En cas de rupture des relations diplomatiques entre deux Etats, ou si une mission est rappelée définitivement ou temporairement :

- a) l'Etat accréditaire est tenu, même en cas de conflit armé, de respecter et de protéger les locaux de la mission, ainsi que ses biens et ses archives ;
- b) l'Etat accréditant peut confier la garde des locaux de la mission, avec les biens qui s'y trouvent, ainsi que les archives, à un Etat tiers acceptable pour l'Etat accréditaire ;
- c) L'Etat accréditant peut confier la protection de ses intérêts et de ceux de ses ressortissants à un Etat tiers acceptable pour l'Etat accréditaire.

Article 46

Avec le consentement préalable de l'Etat accréditaire, et sur demande d'un Etat tiers non représenté dans cet Etat, l'Etat accréditant peut assumer la protection temporaire des intérêts de l'Etat tiers et de ses ressortissants.

Article 47

1. En appliquant les dispositions de la présente Convention, l'Etat accréditaire ne fera pas de discrimination entre les Etats.
2. Toutefois, ne seront pas considérés comme discriminatoires :

- a) le fait pour l'Etat accréditaire d'appliquer restrictivement l'une des dispositions de la présente Convention parce qu'elle est ainsi appliquée à sa mission dans l'Etat accréditant ;
- b) le fait pour des Etats de se faire mutuellement bénéficier, par coutume ou par voie d'accord, d'un traitement plus favorable que ne le requièrent les dispositions de la présente Convention.

Article 48

La présente Convention sera ouverte à la signature de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou d'une institution spécialisée, ainsi que de

of the International Court of Justice, and by any other State invited by the General Assembly of the United Nations to become a Party to the Convention, as follows: until 31 October 1961 at the Federal Ministry for Foreign Affairs of Austria and subsequently, until 31 March 1962, at the United Nations Headquarters in New York.

Article 49

The present Convention is subject to ratification. The instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations.

Article 50

The present Convention shall remain open for accession by any State belonging to any of the four categories mentioned in Article 48. The instruments of accession shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations.

Article 51

1. The present Convention shall enter into force on the thirtieth day following the date of deposit of the twenty-second instrument of ratification or accession with the Secretary-General of the United Nations.

2. For each State ratifying or acceding to the Convention after the deposit of the twenty-second instrument of ratification or accession, the Convention shall enter into force on the thirtieth day after deposit by such State of its instrument of ratification or accession.

Article 52

The Secretary-General of the United Nations shall inform all States belonging to any of the four categories mentioned in Article 48:

- (a) of signatures to the present Convention and of the deposit of instruments of ratification or accession, in accordance with Articles 48, 49 and 50;
- (b) of the date on which the present Convention will enter into force, in accordance with Article 51.

Article 53

The original of the present Convention, of which the Chinese, English, French, Russian and Spanish texts are equally authentic, shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations, who shall send certified copies thereof to all States belonging to any of the four categories mentioned in Article 48.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned Plenipotentiaries, being duly authorized thereto by their respective Governments, have signed the present Convention.

DONE at Vienna, this eighteenth day of April one thousand nine hundred and sixty-one.

tout Etat partie au Statut de la Cour internationale de Justice et de tout autre Etat invité par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies à devenir partie à la Convention, de la manière suivante: jusqu'au 31 octobre 1961, au ministère fédéral des affaires étrangères d'Autriche et ensuite, jusqu'au 31 mars 1962, au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York.

Article 49

La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 50

La présente Convention restera ouverte à l'adhésion de tout Etat appartenant à l'une des quatre catégories mentionnées à l'article 48. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 51

1. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date du dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du vingt-deuxième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des Etats qui ratifieront la Convention ou y adhéreront après le dépôt du vingt-deuxième instrument de ratification ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 52

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifiera à tous les Etats appartenant à l'une des quatre catégories mentionnées à l'article 48:

- a) les signatures apposées à la présente Convention et le dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion, conformément aux articles 48, 49 et 50;
- b) la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur, conformément à l'article 51.

Article 53

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en fera tenir copie certifiée conforme à tous les Etats appartenant à l'une des quatre catégories mentionnées à l'article 48.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

FAIT à Vienne, le dix-huit avril mil neuf cent soixante et un.

BLANCHE

BLANCHE

BLANCHE

BLANCHE

